



VENDREDI 3 JUILLET 2020

« Nous avons déjà constaté que le confinement universel est l'une des erreurs les plus monstrueuses jamais commises par des autorités gouvernementales. » Bill Bonner

- ▶ **Avions, voitures et chars à propulsion nucléaire** (Alice Friedemann) p.1
- ▶ **#176. Protéger et survivre** (Tim Morgan) p.3
- ▶ **Le mois de juillet sera-t-il décevant pour les pétroliers ?** (Nick Cunningham) p.5
- ▶ **Citigroup : Le pétrole ne reviendra jamais à 100 dollars** p.7
- ▶ **Hydrogène. Ce n'est pas une source d'énergie, mais simplement un vecteur d'énergie.** p.8
- ▶ **Comment le développement durable a ravagé le bassin du Congo** p.11
- ▶ **Les problèmes financiers de la pétrochimie sont antérieurs à la pandémie ...** p.21
- ▶ **La planète croule sous une montagne de déchets électroniques** p.26
- ▶ **L'obsolescence programmée par la 5G** (Michel Sourrouille) p.27
- ▶ **AIR DU TEMPS-AMBIANCE** (Patrick Reymond) p.28

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Danser à travers le champ de mines géopolitique** (Charles Hugh Smith) p.30
- ▶ **Les bons, les mauvais et les affreux chiffres de l'emploi aux États-Unis** (Michael Snyder) p.32
- ▶ **Gerald Celente: « Les politiciens ont détruit l'économie ! Elle ne reviendra jamais plus là où elle était avant !! »** p.35
- ▶ **Le début de la fin: Les USA et le monde arrivent au terme de 50 années de destruction de l'économie et du système financier.** p.36
- ▶ **1971: Le début de la fin de l'Empire Américain ! Et voici comment ils en sont arrivés là...** p.37
- ▶ **L'asservissement de l'argent infini** (Brandon Smith) p.41
- ▶ **Great Reset. Vote écolo termine en vélo! Quota carbone individuel et fin des avions** (C. Sannat) p.44
- ▶ **La Chine se prépare à être coupée du système de paiement en dollars !** p.48
- ▶ **Les investisseurs se sentent à nouveau à l'épreuve des balles** (Dan Amoss) p.51
- ▶ **Les hauts fonctionnaires protégeront leur train de vie avec votre argent** p.55
- ▶ **Notez bien : les dettes ne seront jamais remboursées** (Bruno Bertez) p.57
- ▶ **Éditorial: dévoiler le monde dans lequel vous vivez; le pouvoir de ce qui est caché, invisibilisé.** (Bruno Bertez) p.59
- ▶ **L'économie américaine se zombifie** (Bill Bonner) p.61

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Avions, voitures et chars à propulsion nucléaire

Alice Friedemann Posté le 3 juillet 2020 par energyskeptic

Préface. Après toutes les recherches que j'ai faites sur les énergies renouvelables éoliennes et solaires, l'hydrogène, les batteries et autres rêves verts d'un avenir de croissance sans fin basé sur ces énergies, j'en suis venu à les considérer comme aussi probables que les avions et les voitures nucléaires. Cela n'arrivera pas.



Avions nucléaires

Les carburants issus de la biomasse ressemblent beaucoup aux avions à propulsion nucléaire que l'armée de l'air a essayé de construire de 1946 à 1961, pour des milliards de dollars. Ils n'ont jamais décollé. L'idée était intéressante : les jets atomiques pouvaient voler pendant des mois sans être ravitaillés en carburant. Mais le blindage en plomb pour protéger l'équipage et plusieurs mois de nourriture et d'eau était trop lourd pour que l'avion puisse décoller. Le problème du poids, la facilité d'abattre ce mastodonte et les conséquences d'un atterrissage en catastrophe étaient tellement évidents qu'il est étonnant que le projet ait été financé, sans parler de sa durée de vie de 15 ans (Wiki 2020).

Bien qu'il ait été impossible de protéger un avion suffisamment pour empêcher les radiations de tuer l'équipage, certains ingénieurs ont proposé d'engager des équipages âgés de l'armée de l'air pour piloter des avions nucléaires, car ils mourraient avant que l'exposition aux radiations ne leur donne des cancers mortels. De plus, le réacteur devait être suffisamment petit pour tenir dans un avion, qui dégagerait beaucoup plus de chaleur qu'un avion standard. La chaleur risquerait de faire fondre le réacteur et l'avion avec lui, envoyant un morceau de métal liquide radioactif vers la Terre (Ruhl 2019).

Voitures à propulsion nucléaire

En 1958, Ford a imaginé un concept à propulsion nucléaire, la voiture Nucleon qui serait alimentée par un réacteur nucléaire dans le coffre.

Dans les années 1950 et 1960, l'énergie nucléaire a fait l'objet d'un énorme battage médiatique. Beaucoup croyaient qu'elle remplacerait le pétrole et fournirait une énergie propre.

Si Ford était allé de l'avant et avait fabriqué une version fonctionnelle du Nucleon, la société affirme que les conducteurs l'auraient alimentée avec des pastilles d'uranium. Mais Ford n'en a jamais fait une version fonctionnelle.

La voiture Nucleon utiliserait un réacteur atomique comme un sous-marin nucléaire, fissionnant des pastilles d'uranium pour chauffer de l'eau en vapeur qui pourrait transformer les turbines pour produire de l'énergie électrique et la transformer en énergie mécanique.

Vous manquez d'uranium ? Il suffit de se rendre dans une station d'uranium pour obtenir une nouvelle capsule nucléaire, bonne pour un autre 5 000 miles et sans émissions.

Il n'est pas surprenant que le projet Nucleon ait été abandonné, car il était impossible de développer des réacteurs nucléaires à petite échelle et des matériaux de blindage légers. Autant ne pas avoir de bombes nucléaires à plus de 100 km/h sur nos routes (Beedham 2020).

Réservoirs nucléaires (Peck 2020)

La conception de Chrysler était essentiellement une tourelle géante en forme de nacelle montée sur un châssis de char léger, comme une grosse tête collée sur un petit corps. L'équipage, les armes et la centrale électrique auraient été logés dans la tourelle, selon l'ouvrage de l'historien des chars R.P. Hunnicut intitulé "A History of the Main American Battle Tank Vol. 2'", qui fait autorité.

Le véhicule de quatre hommes aurait pesé 25 tonnes, avec une télévision en circuit fermé pour protéger l'équipage contre les éclairs des armes nucléaires et pour augmenter le champ de vision, fonctionnant sur une centrale électrique à cycle de vapeur utilisant du combustible nucléaire.

L'armée a également envisagé un char nucléaire pour remplacer le M-48 Patton. Ce char de 50 tonnes aurait été propulsé par une centrale nucléaire qui aurait créé de la chaleur pour entraîner un moteur à turbine. Le véhicule aurait une autonomie de plus de 4 000 miles.

Il est évident qu'un tel char aurait été extrêmement coûteux et que le risque de radiation aurait nécessité des changements d'équipage à intervalles réguliers, ainsi que davantage de munitions. En plus des dangers habituels tels que l'incendie ou l'explosion, les équipages au combat auraient eu peur d'être irradiés si leur char était touché. Dommage aussi pour les mauvais mécaniciens qui auraient dû réparer ou remorquer un char endommagé, laissant fuir du combustible radioactif et crachant des particules radioactives.

Plus important encore, les véhicules tactiques à propulsion nucléaire détruiraient tout le concept de non-prolifération nucléaire. Une flotte de tanks atomiques aurait signifié des centaines ou des milliers de réacteurs nucléaires répartis un peu partout.

Références

Beedham, M. 2020. Remembering the Nucleon, le concept-car à propulsion nucléaire de Ford de 1958 qui n'a jamais existé. thenextweb.com

Peck, M. 2020. Pourquoi le char nucléaire américain était une idée stupide. Intérêt national.org

Ruhl, C. 2019. Pourquoi il n'y a pas d'avions nucléaires. Les stratèges ont envisagé de sacrifier les pilotes plus âgés pour patrouiller le ciel dans les réacteurs en vol. Une leçon d'objet. *L'Atlantique*.

Wiki. 2020. Avions à propulsion nucléaire.

#176. Protéger et survivre

Tim Morgan Posté le 2 juillet 2020

LA "COURSE CONTRE LA MONTRE" DES AUTORITÉS

Avant de pouvoir évaluer les perspectives économiques après la pandémie de coronavirus de Wuhan, nous devons connaître les mesures adoptées par les autorités pour faire face à la crise elle-même. Si ces mesures sont relativement bien connues, il semble que certains des risques associés ne soient pas aussi bien compris.

Les gouvernements et les banques centrales sont confrontés à un échéancier imprécis (mais sans aucun doute critique) qui, s'il n'est pas respecté, pourrait créer un ensemble de circonstances extraordinairement dangereuses.

La réponse "modèle standard"

La crise du coronavirus et le recours à des mesures de confinement pour tenter de freiner la propagation du virus ont posé deux défis différents à l'économie, qui ont été relevés par deux types de mesures différentes.

L'impact le plus évident et le plus immédiat a été la chute brutale de l'activité économique elle-même.

Le second est le risque que les ménages perdent leur maison et que des entreprises viables soient mises en faillite par leur incapacité à payer leur loyer et le service de leur dette en raison d'une baisse temporaire de leurs revenus.

Les réponses officielles à ces problèmes ont consisté, respectivement, en un soutien et un report de paiement.

Un soutien a été apporté par les gouvernements accusant des déficits budgétaires extraordinaires (et, à tout le moins à très court terme, insoutenables) afin de remplacer les revenus, ces déficits étant essentiellement monétisés par l'utilisation par les banques centrales de la nouvelle monnaie d'assouplissement quantitatif pour acquérir des dettes publiques préexistantes. L'alternative, bien sûr, serait que les banques centrales s'abstiennent de le faire et laissent les dettes publiques s'envoler, mais la monétisation semble avoir été jugée, peut-être à juste titre, comme le moindre des deux maux.

Le report, quant à lui, a pris la forme de "vacances" de loyer, de dette et d'intérêts, dont l'effet est de repousser ces coûts vers l'avenir.

Les programmes de soutien budgétaire sont illustrés par la situation britannique, dans laquelle un déficit de 48 milliards de livres sterling a limité, à "seulement" 20,4 %, une baisse du PIB en avril qui aurait autrement été une chute de près de 50 %. Un nouveau déficit de 55 milliards de livres sterling en mai a porté le total des deux mois à 103 milliards de livres sterling, un chiffre remarquablement (et certainement pas par hasard) similaire aux 100 milliards de livres sterling d'assouplissement quantitatif entrepris jusqu'à présent par la Banque d'Angleterre.

Un expédient limité dans le temps

Bien qu'il y ait eu des variations autour de ce thème - notamment aux États-Unis, où la Fed semble avoir accordé une importance démesurée à la prévention des effondrements des prix des actifs - il existe un "modèle standard" identifiable de réponses qui combine le soutien à l'économie financé par le déficit et la monétisation par la banque centrale de montants équivalents de la dette publique existante. En l'espace de trois mois, les trois principales banques centrales occidentales - la Fed, la BCE et la Banque du Japon - ont augmenté leurs actifs de 4 500 milliards de dollars, soit 31 %, une somme équivalente à 10,5 % de leur PIB annuel total.

Essentiellement, et malgré quelques variations dans les types d'actifs achetés, cela équivaut à une monétisation détournée des nouvelles dettes contractées pour soutenir l'activité économique. Bien que le Japon s'en tire depuis de nombreuses années avec la monétisation des dettes de gros, ce processus comporte néanmoins des

risques très réels. Si les marchés, et même le grand public, en venaient à penser que la monétisation des déficits était devenue le "nouvel anormal", la crédibilité et le pouvoir d'achat des monnaies fiduciaires seraient très sérieusement menacés.

Ce risque ne doit certainement pas être sous-estimé - après tout, les 2,9 milliards de dollars d'achats d'actifs effectués par la Fed entre février et mai équivalent, sur une base annualisée, à 55 % du PIB américain, les ratios équivalents pour les autres zones étant de 39 % au Japon, 32 % dans la zone euro et 23 % en Grande-Bretagne.

Si l'une de ces banques centrales monétisait effectivement la dette à ces ratios par rapport au PIB sur une année entière, la crédibilité de la monnaie serait gravement compromise.

Une course contre la montre

Ce "modèle standard" de réponse de soutien est donc un processus à durée limitée, viable pour un seul trimestre, et peut-être pour six mois, mais pas pour plus longtemps.

En attendant, il y a aussi des contraintes de temps évidentes sur un processus de report qui impose des retards de revenus aux contreparties telles que les prêteurs et les propriétaires.

Si tout va bien, une reprise économique raisonnablement rapide permettra aux gouvernements et aux banques centrales de réduire les déficits et la monétisation avant que ce processus ne risque de nuire à la crédibilité. Un scénario optimiste postule qu'au moment où cette normalisation sera achevée, les autorités auront également trouvé le moyen de clore le processus de report de manière à protéger les ménages et les entreprises sans mettre en péril les propriétaires et les prêteurs.

Il existe cependant une alternative trop plausible qui consiste à continuer à soutenir le déficit à un moment où le report n'est plus possible. Il s'agit d'un "scénario cauchemardesque" dans lequel, en plus de continuer à monétiser des déficits budgétaires élevés, les banques centrales doivent également intervenir pour sauver les prêteurs et les propriétaires.

Ainsi compris, les gouvernements et les banquiers centraux sont engagés dans une course contre la montre. Ils ne peuvent pas continuer à monétiser le soutien aux déficits pendant plus de quelques mois, et ils ne peuvent pas non plus prolonger les reports de loyer et d'intérêts au point de mettre en danger les propriétaires et les prêteurs. Il est donc d'autant plus surprenant (et inquiétant) que certains pays agissent d'une manière qui semble presque inviter à une "deuxième vague" d'infections à coronavirus qui prolonge la crise.

Le mois de juillet sera-t-il décevant pour les pétroliers ?

Par Nick Cunningham - 01 juillet 2020, OilPrice.com

Le marché du pétrole continue de se resserrer, mais la recrudescence des cas de coronavirus aux États-Unis pourrait faire dérailler la hausse des prix du brut. L'OPEP+ peut s'attribuer la plus grande partie du mérite d'avoir organisé une hausse des prix du pétrole, en maintenant hors ligne plus de 9,7 millions de barils par jour (mb/j) pendant plusieurs mois. La prolongation d'un mois jusqu'en juillet a ajouté à l'effort, tout comme l'amélioration de la conformité. "Bien qu'il y ait toujours le danger de rupture de la demande en raison de l'augmentation des nouveaux cas de Covid-19, l'OPEP+ semble avoir le marché sous contrôle pour le moment", a écrit la Commerzbank dans une note mercredi.



La résurgence de la demande a également fait monter les prix, bien que la demande reste sensiblement réduite par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Un marché pétrolier plus petit a "rééquilibré" et pourrait même être déficitaire pour le reste de l'année 2020.

Mais le coronavirus continue de se propager comme un feu de forêt aux États-Unis, au Brésil et en Inde. Les États-Unis ont enregistré 48 000 nouveaux cas de Covid-19 mardi, un record. Le Dr Anthony S. Fauci, le plus grand expert en maladies infectieuses du pays, a averti que le nombre de cas pourrait dépasser les 100 000 par jour si le taux d'infection actuel n'est pas ralenti.

Dans la capitale pétrolière de Houston, la capacité des unités de soins intensifs est de 97 %. Pendant ce temps, 38 États au total ont maintenant une valeur R_t supérieure à 1,0, ce qui signifie que chaque personne infectée infecte plus d'une autre personne - signe que la propagation s'accélère.

Au moins 19 États ont interrompu ou annulé leurs plans de réouverture. De nouvelles données économiques montrent que la reprise naissante s'est arrêtée dans une grande partie du pays, et qu'elle est en train de s'inverser.

Raymond James a minimisé l'importance des nouvelles fermetures en termes d'effet sur le marché du pétrole, en qualifiant les nouvelles fermetures de "géographiquement localisées".

Dans un contexte mondial, la tendance est encore largement à la réouverture, a déclaré la banque. "S'il est compréhensible que ces histoires soient reprises par les médias, le fait est que ces événements sont essentiellement du bruit dans le contexte général de la réouverture qui continue à progresser, jusqu'à présent", ont écrit les analystes de Raymond James dans une note. La banque a noté que sur les 4,31 milliards de personnes qui ont vécu sous une forme ou une autre de confinement au cours des derniers mois, 3,56 milliards se trouvent dans des zones qui ont maintenant rouvert, soit 83 %.

D'autres voient plus de problèmes à venir. Bien que la hausse du prix du pétrole se soit arrêtée à environ 40 dollars le baril, "la correction à la baisse aurait pu, à juste titre, être plus importante" en raison de la nouvelle flambée des cas Covid-19 aux États-Unis et de l'impact négatif potentiel sur la demande, a écrit Standard Chartered dans un rapport.

"Nous restons prudents quant à la durabilité des augmentations apparentes de la demande d'essence, car les nouveaux cas de coronavirus records dans les trois principaux États américains consommateurs d'essence (Californie, Texas et Floride) augmentent les risques liés à la demande, et sont en contradiction avec les récents commentaires du marché basés sur une reprise en forme de V", a déclaré Standard Chartered.

"Des stocks records, des risques croissants pour la demande, et le retour rapide potentiel de la production fermée nous suggèrent que la reprise des prix a été bien plus rapide que ce que les tendances des données

peuvent supporter, et que plus les prix du pétrole mettent de temps à baisser, plus cette correction devra probablement être importante", a ajouté la banque.

Standard Chartered a également déclaré que la forte demande d'importation de pétrole de la Chine ces dernières semaines a moins à voir avec une forte reprise qu'avec "la chasse aux bonnes affaires dans le pétrole brut après l'effondrement des prix". Il est peu probable que les marchés des matières premières soient "alimentés par une reprise en forme de V de la demande d'importation en provenance de l'Asie hors Chine".

Quelques autres facteurs négatifs méritent d'être surveillés. L'OPEP+ penche pour un assouplissement des réductions de production à la fin du mois, ce qui pourrait ramener 2 millions de barils par jour sur le marché. Bien que rien n'ait été décidé, des sources ont déclaré à Reuters que les réductions de production pourraient passer de 9,7 mb/j à 7,7 mb/j dès le mois d'août.

La Libye - qui ne participe pas à l'accord OPEP+ - pourrait également remettre une partie de l'offre sur le marché. La majeure partie de la production du pays a été interrompue au cours de l'année dernière en raison de la guerre civile, mais l'échec du siège de Tripoli par l'armée nationale libyenne a conduit à des négociations et à la remise en service potentielle des terminaux pétroliers.

Entre-temps, l'Arabie Saoudite a menacé de déclencher une nouvelle guerre des prix si l'Angola et le Nigeria ne se conformaient pas aux réductions de production, selon le Wall Street Journal.

Mais pour l'instant, les négociants en pétrole ignorent la plupart de ces signaux baissiers. L'EIA a fait état d'une forte réduction des stocks de brut pour la semaine se terminant le 26 juin, ce qui a entraîné une hausse des prix lors de la séance de midi de mercredi.

Les données de l'EIA conduiront probablement les indices de référence du pétrole brut "à conserver leurs gains", et l'enthousiasme pourrait "rester pendant un certain temps, les traders se languissant des prochaines nouvelles positives", a déclaré Louise Dickson, analyste des marchés pétroliers chez Rystad Energy, dans un communiqué. Cependant, Dickson a fait une mise en garde assez importante dans la phrase suivante.

"Gardez un œil sur Covid-19 et sur la façon dont les infections signalées augmentent aux États-Unis et au-delà, c'est le Joker du jeu de cartes sur le pétrole", a déclaré l'analyste.

Citigroup : Le pétrole ne reviendra jamais à 100 dollars

Par Irina Slav - 02 juillet 2020, OilPrice.com



Les prix du pétrole brut ne reviendront probablement plus jamais à des niveaux à trois chiffres, ont déclaré les analystes des matières premières de Citigroup dans une note, telle que citée par Bloomberg.

L'idée d'un pétrole à 100 dollars ou plus "a beaucoup plus de fantaisie que de réalité", ont écrit les analystes de Citi, ajoutant qu'à long terme, 45 dollars le baril de Brent était un scénario de prix du pétrole beaucoup plus probable que 60 dollars le baril.

Dans des nouvelles plus pessimistes, les analystes de Citi ont déclaré : "La croissance de la demande de produits pétroliers va s'essouffler de manière significative, changer ses contours et ne jamais revenir aux taux de croissance d'avant la crise de 19 ans".

Ils ne sont pas les seuls à penser ainsi de la demande de produits pétroliers après que la pandémie ait effacé près d'un tiers de la demande mondiale de pétrole à son apogée. Cette demande n'a pas encore repris et beaucoup d'entre eux doutent qu'elle revienne totalement aux niveaux d'avant la pandémie.

En attendant, l'offre est également menacée. L'Arabie saoudite semble avoir menacé les autres membres de l'OPEP de déclencher une nouvelle guerre des prix s'ils ne font pas davantage pour respecter leur quota de production dans le cadre de l'accord OPEP+ visant à retirer 9,7 millions de bpbj de l'offre mondiale jusqu'à la fin de ce mois.

Même si la production de l'OPEP est tombée le mois dernier à son plus bas niveau depuis 30 ans, cela pourrait ne pas suffire à stimuler une reprise plus forte des prix du pétrole. En conséquence, les délégués de l'OPEP ont déclaré au Wall Street Journal que le chef du cartel, à l'exception de son nom, avait dit aux traînards qu'il ouvrirait les robinets s'ils ne s'alignaient pas.

En parlant de l'offre, les analystes de Citi ont noté dans leurs prévisions qu'avec des coûts de production généralement plus bas, la production commencerait à revenir à des niveaux d'environ 45 dollars le baril, ce qui rendrait encore plus improbable une forte hausse des prix, même à long terme.

Pendant ce temps, les prix du pétrole sont à nouveau à la baisse malgré le rapport d'inventaire de l'EIA, qui a estimé une baisse importante du pétrole brut la semaine dernière. Cette baisse est due à la crainte renouvelée d'une résurgence des cas de Covid-19, en particulier aux États-Unis.

Hydrogène. Ce n'est pas une source d'énergie, mais simplement un vecteur d'énergie.

Pierre Locher La Croix le 13/09/2019

Permettez-moi deux observations à propos de l'article sur l'hydrogène du 19 août (lire ci-dessous). Le titre de l'ouvrage de Thierry Lepercq est quelque peu trompeur. L'hydrogène ne remplacera jamais le pétrole, pour la simple raison que ce n'est pas une source d'énergie, mais simplement un vecteur (transporteur) d'énergie. Dit autrement, il n'y a pas de gisements d'hydrogène comme il y a des gisements de pétrole. L'hydrogène doit être fabriqué comme est fabriquée l'électricité, autre vecteur d'énergie. Et comme pour l'électricité, son bilan carbone dépend de son mode d'élaboration, mais, avantage par rapport à l'électricité, il peut se stocker et compenser les variations de production des énergies renouvelables de types solaire ou éolien. Le procédé actuel de production d'hydrogène (vaporeformage), bien que plus rentable économiquement, n'est pas viable à moyen terme du fait de son bilan carbone. Il sera

vraisemblablement remplacé dans les années à venir par l'électrolyse de l'eau. Les deux vecteurs d'énergie d'une société décarbonée devraient être l'électricité verte et l'hydrogène, avec un avantage pour ce dernier en matière de stockage.

La version officielle en français, relue par les auteurs francophones, du résumé à l'intention des décideurs (RID) du Rapport Spécial du GIEC sur « L'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique »

Proposé par Jean-Marc Jancovici

(publié en septembre 2019) est désormais disponible (39 pages) :

https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2020/07/SROCC_SPM_fr.pdf

« Le Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique fait suite à la décision prise en 2016 par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) de publier trois rapports spéciaux dans le cadre de son sixième cycle d'évaluation. En évaluant les publications scientifiques récentes, ce rapport répond aux propositions thématiques issues des gouvernements et des observateurs. Ce rapport fait suite à deux autres rapports spéciaux du GIEC, l'un sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C, l'autre sur le changement climatique et les terres émergées, et au rapport sur l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques produit par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

Ce Résumé à l'intention des décideurs (RID) synthétise les principales conclusions du rapport, et est organisé en trois parties : les observations

des changements et impacts (RID.A), les projections de changements et risques futurs (RID.B) et la mise en œuvre des réponses aux changements dans l'océan et la cryosphère (RID.C). Pour en faciliter la lecture, des pictogrammes indiquent où trouver chaque type de contenu. Le degré de confiance attaché aux différentes conclusions est précisé à l'aide du langage calibré du GIEC et les éléments scientifiques sous-jacents à chaque conclusion se trouvent dans les sections du rapport indiquées en référence. »

Le rapport complet et les autres rapports sont à retrouver sur le site du GIEC : <https://www.ipcc.ch/>

(Publié par Loïc Giaccone)

Changements passés et futurs de l'océan et la cryosphère

Indicateurs clés, changements historiques (observés et simulés) et projections selon les scénarios RCP2.6 et RCP8.5

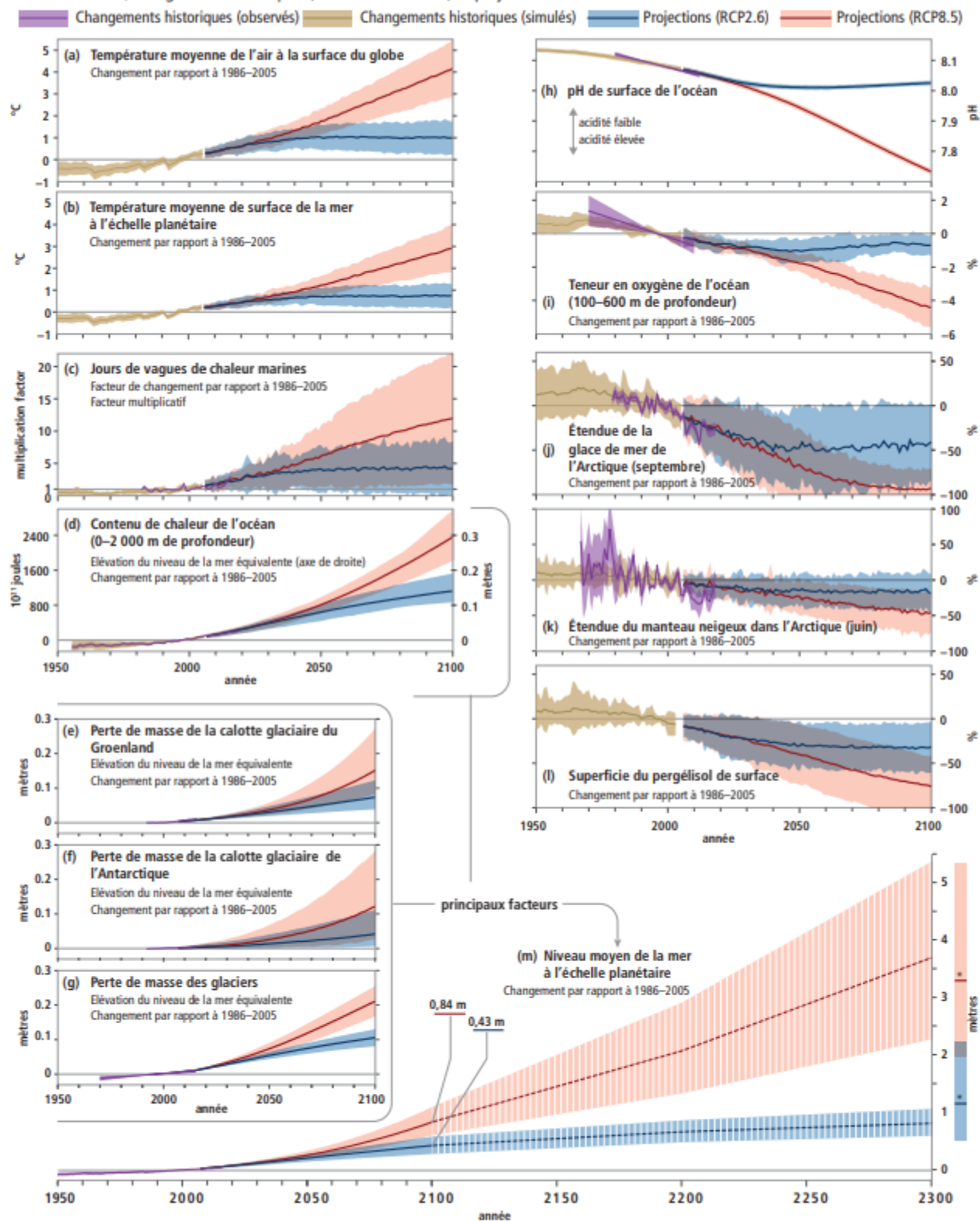


Figure RID.1 | Changements historiques observés et modélisés de l'océan et de la cryosphère depuis 1950¹¹ et changements futurs projetés selon les scénarios d'émissions faibles (RCP2.6) et élevés (RCP8.5) de gaz à effet de serre. [Encadré RID.1]

¹¹ Cela ne signifie pas que les changements ont commencé en 1950. Les changements de certaines variables se sont produits depuis la période pré-industrielle.

Comment le développement durable a ravagé le bassin du Congo

par Jerome Lewis Publié le 27 juin 2020 Scientific American



Le texte suivant est une traduction d'un article initialement publié, en anglais, sur le site du Scientific American, en mai 2020.

Les Pygmées coexistaient avec la faune et la flore depuis des millénaires – jusqu'à l'arrivée des professionnels de la conservation associés aux industries extractives.

Dans l'obscurité totale, assis sur le sol de la forêt avec nos corps si proches qu'ils se touchent, nous chantons, chaque voix produisant une mélodie différente et yodlée pour créer une dense harmonie. Au fil des heures, les mélodies individuelles se fondent les unes aux autres, et nous commençons à nous perdre dans la fresque humaine et acoustique que nous avons créée. L'intensité du chant se construit, sa coordination se perfectionnant jusqu'à ce que la musique devienne si belle que le soi se dissous. Une telle splendeur attire les esprits de la forêt vers le camp pour qu'ils se joignent à nous, telle est la croyance des BaYaka. Comme de minuscules points luminescents, ils flottent autour de nous, s'approchent puis se réfugient dans la forêt, leurs voix subtiles sifflant de douces mélodies se glissant occasionnellement à travers la polyphonie. Submergés par la beauté que nous avons créée ensemble, certains lancent « Njoor ! » (« Ma parole ! »), « Bisengo » (« Quelle joie ! ») ou « To bona ! » (« Juste comme ça ! »).

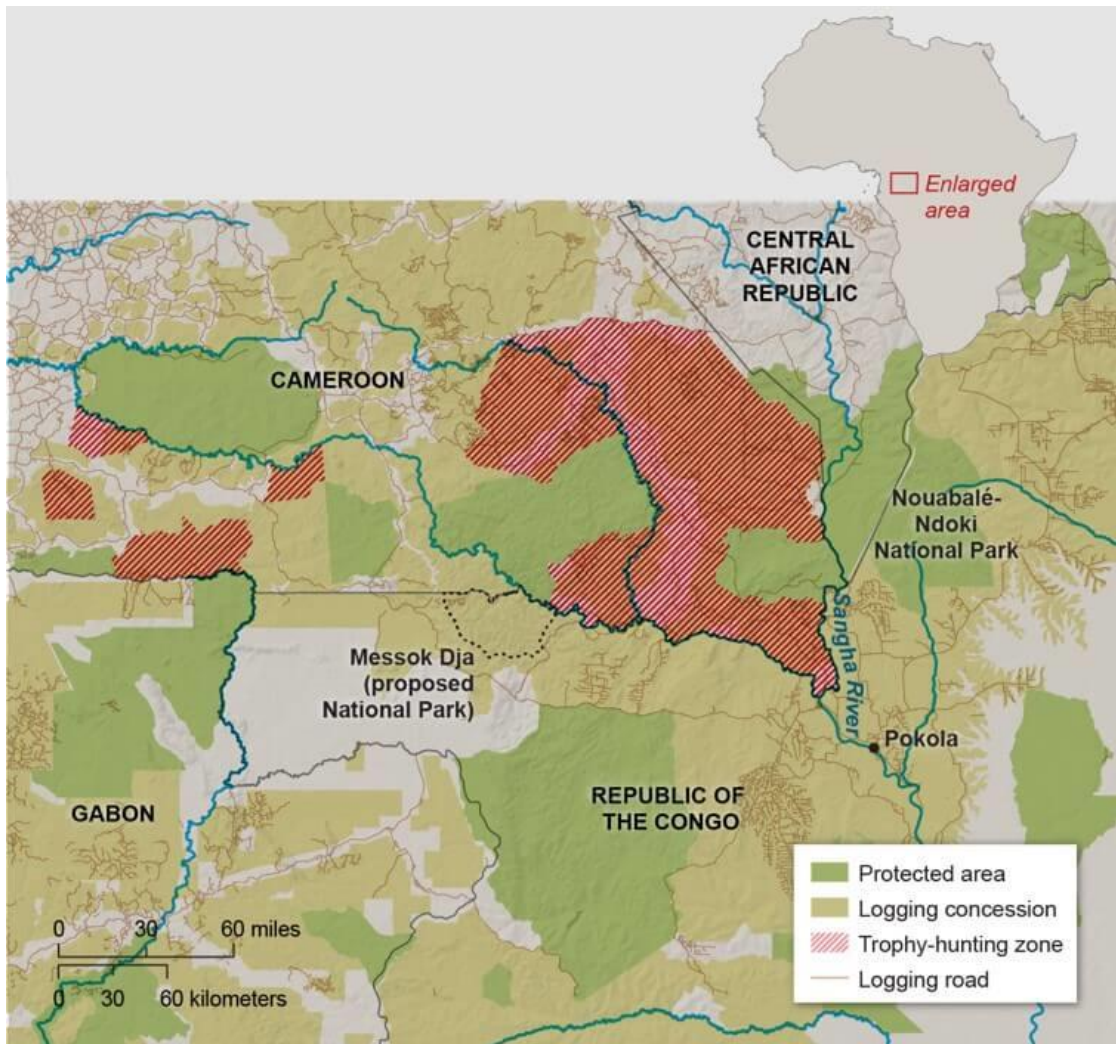
Dans ces moments, vous avez l'impression d'être la forêt, votre conscience s'étendant pour englober les arbres, les animaux et les personnes autour de vous. Expérimenter une telle générosité, comme j'en ai eu la chance durant ma recherche doctorante parmi les Pygmées BaYaka de la République du Congo dans les années 1990, est profondément émouvante. Une connexion gaie et affectueuse s'établit entre toutes les choses et tout le monde à proximité. Durant ce « jeu des esprits », une forme intense de théâtre, les BaYaka se sentent communier directement avec la forêt ; ils lui communiquent leur considération et leur attention tout en réaffirmant leur

profonde relation mutuelle d'amour et de soutien. Comme disait mon ami Emeka : « Un BaYaka aime la forêt comme il aime son propre corps. »

Les BaYaka suivent des règles strictes dans la chasse et la cueillette. Ils récoltent les ignames sauvages en veillant à leur prolifération, ils évitent de tuer des femelles gestantes, et consomment ce qu'ils peuvent trouver à proximité. Durant plusieurs millénaires, leurs activités et celle des autres tribus Pygmées du bassin du Congo ont stimulé la productivité de la forêt, pour toutes les créatures, humains compris. Les BaYaka n'ont pas de mot pour la famine. Un soir j'ai essayé d'expliquer à Emeka et à d'autres rassemblés autour d'un feu qu'il existe des endroits où les gens meurent de faim, j'ai alors fait face à au scepticisme et à l'incrédulité.

Dans ces mêmes années 1990, des institutions internationales comme la Banque Mondiale, travaillant en partenariat avec les gouvernements nationaux et les agences de conservation, mirent en œuvre des modèles de développement durable dans le bassin du Congo. Ils divisèrent la forêt vierge en larges sections pour l'exploitation forestière et d'autres activités tout en mettant de côté des « aires protégées » comme refuge pour la faune et la flore. Selon une croyance née dans les politiques états-uniennes du XIXe siècle – la nature prospère quand les humains n'y touchent pas –, les gouvernements régionaux ont banni les groupes de Pygmées des réserves sauvages.

Dès lors, j'ai pu voir une jungle luxuriante, grouillante d'éléphants, de gorilles, de chimpanzés, de sangliers, de singes et d'antilopes devenir une zone boisée dégradée par les marchés nationaux et internationaux engloutissant les produits de la forêt. Les populations des éléphants d'Afrique centrale ont chuté de plus de 60 % entre 2002 et 2011, et le déclin se poursuit. Auparavant actifs, bien nourris et pleins de vie, les BaYaka aujourd'hui sont souvent des travailleurs journaliers sous-alimentés, dépressifs et alcooliques logés en bordure de leurs anciens territoires, terrorisés par les soi-disant éco-gardes, exploités commercialement et sexuellement par les étrangers. Ils ont prospéré dans le bassin du Congo pendant des dizaines de milliers d'années avant de succomber en quelques décennies à l'appétit de la civilisation industrielle pour les ressources naturelles et à son approche coloniale pour sécuriser ces richesses – en expulsant les indigènes de leurs terres natales.



Depuis les années 1990, les institutions internationales, les agences de conservation et les gouvernements locaux ont divisé le bassin du Congo en zones pour l'industrie forestière et d'autres activités, ainsi qu'en aires protégées destinées à la faune sauvage. Les Pygmées sont autorisés à chasser pour leur subsistance dans certaines zones, mais en pratique, beaucoup sont trop effrayés par les attaques des éco-gardes pour s'aventurer dans la forêt. Incapables de perpétuer leur mode de vie originel, ils sont nombreux à errer aux abords des villes nées de l'exploitation forestière comme Pokola dans l'espoir de trouver des petits boulots.

En opposition à une telle vision hiérarchique de la conservation, souvent associée aux industries extractives et qui échoue régulièrement à remplir ses objectifs initiaux, une approche plus populaire de la défense des forêts et de la faune sauvage gagne régulièrement du terrain. Un rapport de 2019 produit par la Plateforme Intergouvernementale Scientifique et Politique sur la Biodiversité et les Services écosystémiques [IPBES, équivalent du GIEC pour la biodiversité] des Nations Unies affirme que les peuples indigènes sont concrètement les meilleurs pour maintenir la biodiversité sur leur terre. 80 % de la biodiversité terrestre sur la planète coïncident avec les 65 % de la surface de la Terre gérés par des indigènes ou des communautés locales. Ce nouveau paradigme de la conservation cherche à donner les moyens aux communautés locales de résister aux forces marchandes envahissant leurs territoires.

Les BaYaka eux-mêmes m'ont aidé dans cet effort. Le programme de la « Science Extrême des Citoyens » (*Extreme Citizen Science* ou *ExCiteS*) permet aux locaux de cartographier leurs ressources et les dangers les menaçant et de partager leurs connaissances écologiques avec les étrangers. Les outils et méthodologies que nous avons conçus dans le bassin du Congo se sont révélés utiles dans diverses parties du monde. Le réseau communautaire dans la forêt de Prey Lang au Cambodge a rencontré un tel succès en utilisant la dernière version

de notre outil cartographique – l’application Sapelli – pour protéger la forêt – qu’elle a remporté le prestigieux Prix Équateur des Nations Unies en 2015, le Prix de l’Innovation de la Société Internationale des Forêts Tropicales de Yale en 2017 et *l’Energy Globe Award* en 2019.

L’homme bayaka idéal

Lorsque ma femme, Ingrid, notre fils de trois ans, Nando, et moi sommes descendus avec appréhension du canoë sur les rives sableuses de la Rivière Sangha dans le nord-ouest du Congo en 1994, ce fut Emeka qui nous accueillit avec un large sourire. Homme charismatique dans la trentaine, il était l’un des membres d’un groupe d’environ quarante Pygmées qui campaient là. Vivant à travers le bassin du Congo – de l’Ouganda en passant par le Rwanda et le Burundi à l’est jusqu’à l’océan Atlantique à l’ouest – les bandes de chasseurs-cueilleurs pygmées parlent un éventail de différentes langues et leur nombre est estimé entre 300 000 et un million. Tout tend à prouver que ce sont les habitants originels de la forêt ; les études ADN indiquent que leurs ancêtres ont vécu dans la région pendant au moins 55 000 ans.

Malgré leurs différences superficielles, ces groupes de Pygmées vivant toujours dans des forêts intactes partagent des approches similaires pour bien vivre dans cet environnement – leurs huttes en forme d’igloo faites de lianes et de feuilles, les outils qu’ils utilisent pour chasser ou collecter le miel, les caractéristiques de leurs chants pour communier avec les esprits de la forêt. Durant les trois années suivantes, Ingrid, Nando et moi avons parcouru plusieurs milliers de kilomètres à voyager à travers la forêt avec Emeka, sa femme, Mambula, et de nombreux autres membres de sa famille élargie. Nous partageons leur mode de vie animé et égalitaire. Nos compagnons nous apprennent à vivre comme des chasseurs-cueilleurs : comment marcher et progresser à travers des marécages ; se repérer en utilisant la piste des éléphants ; chasser des animaux ; récolter des fruits, des tubercules, des feuilles comestibles et des insectes saisonniers ; construire une digue sur les ruisseaux de la forêt pour piéger des poissons ; et jouer avec les esprits de la forêt.

Emeka — chasseur courageux et fort, père et mari attentionné, indulgent et appliqué, médiateur d’humeur constante, sage conseiller, talentueux orateur, chanteur, conteur et directeur de productions théâtrales improvisées sur le camp, et généreux de surcroît — était notre guide. L’économie des BaYaka repose sur le principe suivant ; si quelqu’un possède une chose que vous désirez, vous lui demandez, tout simplement. Vivre dans une telle économie du partage et de la demande (comme les anthropologues l’appellent) s’apparente à vivre dans un monde où les biens sont gratuits. Même si vous y contribuez rarement – par exemple, si vous êtes un enfant ou une personne âgée, ou si vous êtes mentalement ou physiquement handicapé – personne ne remet jamais en question votre droit de demander une part de tout ce qui est rapporté au camp. Emeka donnait invariablement tout ce qui était en sa possession.



Les bandes de Pygmées au sein du bassin du Congo partagent des solutions similaires pour la vie dans la forêt, dont leur propension au « jeu de l'esprit » et leurs abris en feuilles et en lianes. Dans un nouveau site de campement en 1997, Ingoyo couvre le toit de sa hutte avec des feuilles. Crédits : Nico Lewis

Les BaYaka rejettent avec véhémence la réduction du monde naturel à une propriété privée. « Komba [le créateur] a créé la forêt pour qu'elle puisse être partagée par toutes les créatures », disait Emeka. Une fois, durant une chasse nocturne, nous avons campé près d'un groupe de gorilles. Le mâle au dos argenté, sentant la fumée de notre feu, s'est mis à rugir et à éructer pour nous intimider. Emeka était furieux. Criant et injuriant, il réprimanda le dos argenté qui imaginait que la forêt était sienne : elle est là pour satisfaire les besoins de toutes les créatures. Une autre fois, mon ami Tuba, désignant son jeune fils, me dit alors : « Regarde, il mange la nourriture de la forêt, et son corps devient plus fort. » En effet, les Bayaka se voient comme la forêt transformée en personnes – si bien qu'ils ne peuvent imaginer en vendre une partie comme je suis incapable de vendre mon pouce ou mon pied.

Dans le même esprit, les BaYaka soutiennent que la forêt conserve son abondance aussi longtemps que chacun respecte certains principes. La rareté ou le manque sont les conséquences des agissements d'individus qui ne partagent pas correctement, et de la disharmonie qui s'ensuit – pas seulement de l'incapacité de la nature à subvenir aux besoins. Un ensemble de règles appelé *ekila* assure la plénitude. Si une parcelle de forêt devient improductive, par exemple, les BaYaka en interdisent l'accès pour que plus personne n'y chasse et collecte ; l'interdiction est levée quand la zone se rétablit. Chacun, dans le camp, doit recevoir une portion de viande de la chasse et traiter la carcasse de l'animal avec respect. La forêt se soucie de ses habitants et désire entendre des sons agréables émanant d'eux ; partager des chants et des rires avec la forêt l'incitera à être munificente. Ainsi, les institutions sociales clés des BaYaka n'assurent pas seulement l'abondance mais célèbrent et génèrent aussi la joie.

Notre temps passé à vagabonder dans la forêt durant les années 1990 fut idyllique. Nous mangions des aliments sauvages et nous nous déplaçons librement et sans crainte. Nous dansions et pratiquions les scènes d'esprits pendant des jours, parfois des semaines. « C'était un peuple qui avait trouvé dans la forêt quelque chose qui rendait la vie plus que digne d'être vécue, quelque chose qui en faisait, avec toutes ses difficultés, ses problèmes et ses tragédies, une chose merveilleuse, pleine de bonheur et exempte de tracas », écrivait il y a trois décennies l'anthropologue Colin Turnbull au sujet des Pygmées BaMbuti du nord-est du Congo, à presque 1 400 kilomètres de là. Je ressens à peu près la même chose au sujet des BaYaka.

Mais les problèmes couvaient. En 1993, la Wildlife Conservation Society (WCS) avait travaillé avec la Banque Mondiale pour établir le parc national de Nouabalé-Ndoki en République Démocratique du Congo. Couvrant

4 000 kilomètres carrés à la frontière du pays avec la République Centrafricaine, il était censé protéger les éléphants, les antilopes bongo, les chimpanzés et les gorilles. Comme les Pygmées laissaient très peu de traces de leur présence, les autorités et les scientifiques de la WCS ont déclaré que la zone était inhabitée. Lorsque les patrouilles de gardes forestiers ont croisé des chasseurs-cueilleurs dans la réserve, ils les ont expulsés. En résultat, les clans BaYaka du Congo ont été séparés de leurs proches de République Centrafricaine et ont perdu l'accès à de larges parcelles de forêts qu'ils connaissaient intimement depuis des générations.

Les frontières du parc se trouvent à quelques 150 kilomètres au nord de l'endroit où je me trouvais avec le clan d'Emeka, nous n'avions donc pas ressenti l'impact de sa création. Mais nous nous trouvions dans l'immense « zone tampon » qui comprenait de vastes concessions dédiées à l'exploitation forestière autour de la zone protégée. Ainsi débutait la fin d'un espace d'abondance et florissant où une large diversité d'espèces s'épanouissait.



Des enfants BaYaka se balancent avec une corde en liane. La forêt leur fournit tout ce dont ils ont besoin.

L'arbre Sapele

Je me souviens de la première fois où nous sommes tombés sur une route forestière, en 1994. Mes compagnons BaYaka se plaignaient de la dureté de la surface sous la plante de leurs pieds, de la chaleur sans l'ombre des arbres, et des nombreuses mouches qui nous importunaient. Emeka et moi avons ri lorsque les femmes se réfugièrent loin dans la forêt, comme si un buffle les chassait, lorsque le premier camion grumier passa sur la route. Avec le temps, les routes en sont venues à quadriller la forêt, facilitant l'extraction de la viande de brousse, des plantes comestibles et d'autres marchandises à destination des marchés urbains.

Le magnifique sapele (*Entandrophragma cylindricum*) [autres dénominations : sapelli ou sapali] présentait un intérêt particulier pour les entreprises du bois. Imperméable, incroyablement solide, résistant aux parasites et possédant un beau grain irisé, ce bois dur est très demandé sur les marchés internationaux. Mais le sapele était essentiel au mode de vie des Pygmées. Un jour, après un trek de 60 kilomètres, alors que je me plaignais de mes pieds endoloris, Emeka a découpé une plaque d'écorce en forme de diamant dans un sapele non loin de là – une

couche de sa peau, juste au-dessous de l'écorce, constitue un puissant agent analgésique et antibactérien. Emeka l'a placée à l'envers sur le feu de camp pour chauffer les huiles de la couche aux vertus médicinales. Puis il la posa sur le sol et me demanda d'appliquer mes pieds dessus. Le soulagement fut instantané, et merveilleux. J'ai souvent vu des enfants BaYaka atteints du paludisme inhaler des vapeurs d'eau chaude infusée avec de l'écorce de sapele pour réduire la fièvre.

Plus important encore sont les grands sapeles, s'élevant bien au-dessus de la canopée. Juste avant la saison des pluies, ils attirent des hordes de papillons (*Imbrasia oyemensis*) qui pondent des œufs sur les feuilles. À l'éclosion, les larves se transforment rapidement en de grosses chenilles tout à fait délicieuses et très nutritives, si abondantes qu'elles recouvrent le sol d'un épais tapis au pied de ces grands arbres. Les Pygmées apprécient les chenilles non seulement pour leur saveur mais aussi parce qu'elles arrivent au bon moment : les pluies dispersent les animaux qui ne se rassemblent plus autour des mêmes points d'eau, rendant la chasse imprévisible. « Komba envoie les chenilles pour nourrir les gens quand la chasse est difficile », m'a un jour dit Emeka alors que nous en faisons rôtir en brochette sur des braises chaudes et que nous savourions leur goût authentique et leur texture charnue.

Bien que les BaYaka aient été profondément bouleversés lorsque des bûcherons ont abattu des arbres « chenilles » qu'ils exploitaient depuis des générations, leur puissante éthique du partage les amenait à ne pas ressentir le besoin de résister ou de s'y opposer. « Il y a beaucoup d'arbres dans la forêt, pour tout le monde ; nous pouvons en partager certains », déclaraient initialement plusieurs d'entre eux.

Ma famille et moi avons quitté le Congo en 1997, au début de la guerre civile, mais j'ai continué à régulièrement me rendre dans la région pour mon travail de recherche. Après la fin du conflit, en 2000, un nouveau gouvernement a ouvert toutes les forêts restantes aux bûcherons, pour raisons lucratives. Ils ont construit de nombreuses routes, ce qui leur a permis d'atteindre des régions de plus en plus reculées. En 2003, la production annuelle de grumes avait plus que doublé par rapport aux années 1990, pour atteindre plus de 1,3 million de mètres cubes, et elle continuait à augmenter.

En découvrant cette tendance, les écologistes ont fait pression sur les sociétés d'exploitation forestière opérant dans le bassin du Congo afin qu'elles suivent les directives du Forest Stewardship Council (FSC). Cette certification oblige les sociétés à respecter les lois nationales, à minimiser leurs impacts environnementaux, à se tenir à l'écart des zones à haute valeur de conservation (comme les parcelles où la densité de chimpanzés est plus élevée) et à respecter les droits des travailleurs et des populations habitant la forêt. La multinationale Congolaise Industrielle des Bois (CIB) qui opérait depuis son siège situé à Pokola – une ville forestière sur la rivière Sangha – sur 1,3 million d'hectares dans la forêt des BaYaka, a décidé de tenter d'obtenir la certification FSC.

Selon moi, la société allait probablement continuer à abattre des arbres avec ou sans le label FSC – ce qui offrait une occasion rare et précieuse de protéger les droits et les ressources des Pygmées. Ayant auparavant étudié comment mettre en œuvre les principes du « consentement libre, préalable et informé » lorsque des populations vulnérables sont confrontées à la perspective de projets de développement sur leurs territoires, je suis devenu consultant rémunéré auprès du Tropical Forest Trust (actuellement appelé Earthworm), une organisation non gouvernementale que la CIB avait engagée pour l'aider à résoudre les problèmes sociaux liés à la certification FSC. Le trust m'a chargé de mettre en place un système permettant aux Pygmées habitant les concessions de la CIB de déterminer s'il fallait autoriser l'exploitation forestière sur leurs territoires.

Lorsque j'ai discuté de l'importance sociale et économique du sapele pour les Pygmées avec les dirigeants de la CIB, ils se sont inquiétés d'un conflit avec les quelque 10 000 BaYaka qui habitaient leurs concessions, ce qui les aurait empêché d'obtenir le certificat FSC. Des réunions tendues entre les BaYaka et le personnel de l'exploitation forestière ont suivi, lors desquelles je servais de médiateur, mais le fossé culturel s'est avéré insurmontable. Les chasseurs-cueilleurs étaient extrêmement mal à l'aise dans les immeubles de bureaux : des actes apparemment anodins, comme ouvrir des portes, leur semblaient intimidants, sans parler de tâches plus spécialisées, comme comprendre les ordres du jour et les formulaires. Dans leurs campements, cependant, Emeka et d'autres ont expliqué que seuls les sapeles dont la couronne émergeait de la canopée accueillaient de manière certaine les

chenilles. Les BaYaka ont demandé que les bûcherons protègent ces arbres, ainsi que les sources naturelles, les tombes de leurs ancêtres, les bosquets sacrés, les arbres médicinaux et quelques autres ressources importantes.

J'ai proposé aux responsables de la CIB de soutenir les BaYaka dans la cartographie de ces sites et, à mon grand soulagement, ils ont accepté. Ingrid, qui travaillait dans le domaine de la santé publique, avait conçu un ensemble d'icônes pour aider les guérisseurs BaYaka à lire les étiquettes des médicaments à utiliser dans une pharmacie mobile qu'elle avait mise en place avec eux pour traiter les vers, le paludisme et d'autres pathologies. Cela m'a donné une idée. En collaboration avec les BaYaka et une société privée de logiciels appelée Helveta, qui développait des outils pour suivre les chaînes d'approvisionnement de matériaux rares (dans ce cas, des bois durs), nous avons conçu une interface graphique pour l'écran tactile d'un ordinateur de poche équipé d'un GPS. L'un des BaYaka se rendait sur un site à protéger – par exemple, un sapele émergent de la canopée – et touchait simplement le symbole de la « chenille » pour marquer son emplacement.

Le marquage a permis de passer outre les barrières linguistiques et culturelles. Lorsqu'ils ont superposé les cartes que les BaYaka avaient faites sur celles des sapeles qu'ils avaient marqués pour l'abattage, les bûcherons ont réalisé qu'ils pouvaient encore abattre suffisamment d'arbres pour réaliser un bénéfice. En collaboration avec les chasseurs-cueilleurs et les directeurs d'entreprises, j'ai mis au point un ensemble de procédures (par exemple, emmener des familles entières en excursion cartographique, car les hommes et les femmes BaYaka ne s'inquiètent pas de protéger les mêmes entités) visant à déterminer les conditions auxquelles les différents groupes BaYaka autoriseraient les bûcherons à entrer dans leur forêt. En 2006, la CIB est devenue la première grande société d'exploitation forestière à obtenir un certificat FSC dans le bassin du Congo. D'autres sociétés de cette vaste région ont également utilisé ce modèle, par la suite, dans leurs efforts de protection des droits des Pygmées et d'obtention de la certification FSC.

Bûcherons, braconniers, conservationnistes

Au fil des ans, j'ai vu tous ces efforts échouer. Le personnel surmené de l'entreprise a entamé un processus lent mais inexorable de démantèlement de toutes ces procédures – en contournant des obligations pesantes (en n'emmenant qu'un seul homme BaYaka pour réaliser la cartographie d'une zone, par exemple) ou en ignorant les problèmes techniques qui affectaient le matériel. Pourtant, les ressources marquées par les Pygmées étaient largement protégées. Si les chasseurs-cueilleurs – ou moi-même, en tant que médiateur avec le monde extérieur – avions anticipé ces impacts collatéraux importants de l'exploitation forestière, les BaYaka auraient peut-être refusé de donner leur consentement.

Auparavant, si quelqu'un voulait entrer dans la forêt, il devait avoir des guides Pygmées avec lui, et si les chasseurs-cueilleurs n'approuvaient pas le visiteur, ils refusaient de l'accompagner. Mais le réseau de routes d'exploitation forestière a permis aux braconniers commerciaux – qui chassaient non pas pour leur propre consommation mais pour des marchés intérieurs et internationaux insatiables – d'accéder à des zones vierges sans que les Pygmées puissent les contrôler. Ils ont utilisé les nouvelles routes pour effectuer des raids intensifs dans la forêt afin d'y trouver de la viande pour nourrir les consommateurs urbains. Le commerce de la viande de brousse était si lucratif qu'il a engendré des réseaux de braconnage bien organisés avec à leur tête des commanditaires appartenant aux élites étatiques comprenant des militaires ou des policiers. De plus, comme les camps d'exploitation forestière se sont développés au plus profond de la forêt, ils ont attiré les villageois bantous de sa périphérie qui sont arrivés pour fournir de la nourriture et d'autres services aux travailleurs. Les bidonvilles qui en ont résulté se sont développés pour contenir chacun des centaines de colons, dont beaucoup ont également commencé à chasser des animaux pour la viande de brousse.

Frustrés par la situation, les professionnels de la conservation de la WCS, du Fonds mondial pour la nature (WWF) et d'autres organisations ont réagi en employant des escouades d'éco-gardes afin de réprimer les crimes contre les espèces sauvages, créant sans le vouloir des milices qu'ils ne pouvaient pas contrôler. Beaucoup de ces gardes ont commencé à extraire des richesses de la forêt, coopérant parfois avec les réseaux de braconnage. Ils battaient

et torturaient les Pygmées qu'ils trouvaient avec de la viande sauvage, même si cette dernière avait été chassée légalement. Après que les organisations de défense des droits de l'homme aient rendu publics ces abus dans les années 2000, les organisations de protection de la nature ont officiellement pris leurs distances avec les éco-gardes en encourageant les gouvernements locaux à les intégrer dans leurs ministères des forêts respectifs. Elles ont continué à soutenir les éco-gardes financièrement et logistiquement, mais elles ne pouvaient plus les discipliner ou les licencier, ce qui réduisait leurs obligations à rendre des comptes.

Autour de 2010, les agences de conservation ont commencé à collaborer avec les sociétés d'exploitation forestière pour contrôler le braconnage dans les concessions bordant les zones protégées. Les bûcherons ont audité le travail des éco-gardes afin d'estimer le nombre d'arrestations et de saisies de produits de contrebande (comme la viande de brousse). Incapables d'agir contre les puissants responsables du commerce illégal d'animaux sauvages, les éco-gardes ont commencé à s'attaquer à des cibles plus faciles : les chasseurs-cueilleurs et les villageois. Bien que les populations locales aient été légalement autorisées à chasser certaines espèces pour leur subsistance en utilisant des méthodes traditionnelles, dans la pratique, les éco-gardes considéraient tout morceau de viande comme preuve d'un acte de braconnage pour justifier des intimidations, des tortures et des passages à tabac.

À partir de 2007, la Chine a aggravé le problème en construisant des routes et d'autres infrastructures au Congo [...]. Des centaines de travailleurs chinois sont arrivés pour la construction des routes, un afflux qui a coïncidé avec une augmentation importante du braconnage des éléphants. Les routes construites par les bûcherons étaient reliées aux routes nationales construites par les entrepreneurs chinois afin d'établir un réseau de transport efficace pour l'ivoire et la viande de brousse.

Les protecteurs de la vie sauvage ont réagi à l'intensification du braconnage en mettant les bouchées doubles sur la « conservation forteresse », comme l'appelle Victoria Tauli-Corpuz, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits des peuples indigènes. D'autres acteurs font une analyse similaire. La WCS, le WWF et d'autres organisations ont étendu les parcs nationaux existants en les reliant à des « zones de conservation transfrontalière », tels que le parc trinational de la Sangha, avec ses 750 000 hectares comprenant le parc national de Nouabalé-Ndoki. Travaillant souvent de concert avec les industriels de l'extractivisme, les agences de développement et les organisations de conservation ont continué créer de nouvelles zones protégées dans le bassin du Congo, sans le consentement des populations locales. En mars dernier, des enquêteurs du Programme des Nations unies pour le développement ont rapporté que les Pygmées Baka du nord-ouest du Congo accusaient les éco-gardes supervisés et financés par le WWF « de violences gratuites, d'humiliations et d'intimidations ». Les éco-gardes expulsaient les Baka en dehors des frontières du projet de parc national de MESSOK Dja, une situation dénoncée par les chercheurs : « En conséquence, les activités de chasse traditionnelle des Baka ont été criminalisées ».

Peur, faim et alcool

La quasi-totalité de la forêt étant divisée en zones de conservation et en concessions forestières, où les Pygmées sont persécutés pour la chasse et la cueillette, les BaYaka ne peuvent plus prospérer ni conserver leur identité, qui se fonde sur la forêt, qui est liée à la forêt. « Oh, c'était bien, tellement bien ! Du miel pour tout le monde ! Plus d'ignames sauvages que vous ne pouviez en transporter ! », déclarait Mongemba, le frère aîné handicapé d'Emeka, en 2013. « Maintenant tout est fini, terminé ! Maintenant, il n'y a plus que de la tristesse ! Nous avons tellement faim. La peur, la peur ! Les garçons ont peur d'aller dans la forêt. » Maindja, une grand-mère de 45 ans, explique : « Si nous allons dans la forêt, nous sommes capturés par des éco-gardes. C'est pourquoi nous ne mettons plus notre corps dans la forêt. Maintenant, nous restons dans les villages, pas dans les camps de la forêt. Et c'est ainsi que la sagesse des ancêtres et de leurs pratiques disparaissent. »

Craignant de camper dans la forêt comme ils le faisaient auparavant et contraints par la nécessité économique, de nombreux BaYaka traînent autour des camps de bûcherons ou des villages de paysans agriculteurs, cherchant du travail comme ouvriers agricoles, ou servant d'aide à domicile. La plupart des hommes sont trop effrayés pour

aller chasser. Étant donné que la valeur culturelle et sociale de ces hommes a toujours été conditionnée par le fait qu'ils rapportent de la viande pour nourrir leur famille – ce qu'ils ne peuvent plus faire – leur estime de soi s'est effondrée. Exerçant désormais comme travailleurs marginaux et souvent payés uniquement en alcool distillé illégalement, beaucoup deviennent alcooliques, avec tous les problèmes psychologiques, sociaux et économiques que cette dépendance entraîne. De nombreuses femmes BaYaka souffrent de violences domestiques, et celles qui vivent autour des camps d'exploitation forestière sont souvent exploitées sexuellement par des étrangers.

Du point de vue des Pygmées, leur forêt a été convertie en une gamme de biens floraux et fauniques accaparés par des étrangers pour en tirer des profits mystérieux. La logique du développement durable – répondre à la demande mondiale de ressources en ouvrant la forêt aux industries extractives tout en compensant les dégâts par des zones protégées militarisées – leur échappe complètement. Les exploitants forestiers justifient la poursuite de l'abattage comme une forme de développement, mais les populations de la forêt en bénéficient rarement. Les professionnels de la conservation mettent l'accent sur les dommages causés aux espèces menacées par l'exploitation forestière, les routes et les pressions du marché pour justifier les restrictions draconiennes imposées aux chasseurs-cueilleurs et les abus des éco-gardes. Mais d'après l'expérience des Pygmées, les éléphants, les léopards, les gorilles et les chimpanzés étaient autrefois communs dans leur forêt – et leur rareté actuelle découle directement de la présence d'étrangers.

Ils ont raison. Fiona Maisels de l'université de Stirling en Écosse et ses collègues ont estimé en 2013 que les populations d'éléphants dans le bassin du Congo ne représentent plus qu'un tiers de leur effectif du début du millénaire. Le nombre de gorilles des plaines occidentales a également fortement diminué. Le U.S. Fish and Wildlife Service rapporte qu'environ cinq millions de tonnes d'animaux sauvages sont extraites chaque année de ces forêts, ce qui provoque des extinctions locales. Et selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 80 % des grands mammifères de nombreux parcs nationaux de la République Démocratique du Congo (qui est voisine de la République du Congo) avaient disparu en 2010.

La déconnexion entre les chasseurs-cueilleurs et les défenseurs de l'environnement résulte en fin de compte de leurs philosophies contradictoires. Pour les BaYaka, l'abondance, l'état naturel des choses, est assurée par un partage équitable entre toutes les parties prenantes. La forêt est un être sensible avec lequel ils entretiennent des relations sociales d'entraide et de soutien par le biais de tabous, de rituels, de chants et de danses. La kyrielle d'animaux rencontrés dans cette région jusqu'à très récemment témoignait du succès et de la soutenabilité, sur le long terme, de cet art de vivre. En revanche, les conservationnistes et les experts en développement représentent un système économique mondial réifiant la nature, encourageant sa transformation en marchandise et permettant à des élites de décider de la distribution des ressources, ce qui entraîne la raréfaction des espèces.

Un nouveau paradigme

Cependant, un nouveau paradigme, dans la conservation de la nature, est en train de se constituer dans le monde entier. Des chercheurs, des militants et d'autres personnes issues de la société civile en général comprennent que les communautés locales sont les meilleurs protecteurs de la nature et cherchent à les aider. Bien que le concept de cartographie qu'Emeka et d'autres m'ont aidé à concevoir n'ait finalement pas pu sauver le mode de vie des Pygmées, il s'avère plus efficace dans des endroits moins compliqués sur les plans institutionnel et technologique – ceux où il y a moins de corruption, plus de démocratie et une gouvernance plus forte, par exemple, ou un meilleur accès aux réseaux de téléphonie mobile.

Mes expériences dans le bassin du Congo m'ont finalement conduit au groupe de recherche ExCiteS à l'*University College London*. Nous avons depuis développé Sapelli, une application modifiable pour smartphone permettant de collecter des informations sur les ressources vitales, les activités des braconniers et d'autres variables ; Geokey, un système de stockage de données ; Community Maps, des cartes utilisées pour visualiser les données dans un contexte approprié ; et une méthodologie pour la conception conjointe de projets avec les communautés indigènes et villageoises basée sur les préoccupations et les besoins qu'elles identifient. Ces outils aident les populations

locales à gérer les ressources en collectant des données, en surveillant les changements et les défis, en déterminant comment y répondre et en les associant à des partenaires extérieurs afin qu'elles atteignent leurs objectifs.

Grâce à ces dispositifs, les Ju/'hoan San de Namibie documentent les déplacements illégaux de bétail de leurs voisins étrangers vers les points d'eau de leur réserve qui sont utilisés par les animaux sauvages. Les Ju/'hoan San contribuent aussi à surveiller les populations d'animaux sauvages qu'ils chassent pour leur subsistance. Au Kenya, les Massaïs du Maasai Mara s'inquiètent de la rareté croissante des plantes médicinales sauvages qu'ils utilisent. Afin de comprendre l'origine des dommages, ils ont recensé 123 espèces de plantes médicinales dont 52 % sont saines et indemnes. Il s'est avéré que le nombre croissant de camps de touristes était responsable d'une grande partie des dégâts causés aux 48 % de plantes dégradées. Les Massaïs étendent maintenant le projet au complexe de la forêt de Mau. Mieux encore, un groupe de l'université de Copenhague a travaillé avec la communauté de Prey Lang au Cambodge pour mettre fin à l'exploitation forestière illégale. En communiquant par téléphone portable, les volontaires traquent les bûcherons illégaux, tombent sur eux en nombre, photographient et géolocalisent leurs activités avec Sapelli et confisquent les tronçonneuses. Avec le soutien des administrateurs locaux, ils ont pu mettre fin à toutes les coupes de bois non autorisées.

Ces travaux reposent sur une réalité ; de nombreuses régions du monde sont riches en biodiversité grâce aux communautés qui y vivent depuis des centaines ou des milliers d'années, et non pas malgré elles. Les populations locales sont également les plus ardents défenseurs de l'environnement, car ce sont elles qui ont le plus à perdre lorsque celui-ci est dégradé.

Lors de ma dernière visite au Congo, en décembre 2019, Emeka m'a donné un message à transmettre aux lecteurs de *Scientific American* : « Nous sommes les gardiens de la forêt. Nous avons toujours été là, à prendre soin de la forêt. Depuis le commencement, nous avons tué des animaux, et ils ont toujours été là pour nous. Nous tuons des animaux pour nourrir nos enfants. Nous ne pratiquons pas l'agriculture ! Nous ne pêchons pas ! Mais maintenant, les éco-gardes nous arrêtent, notre forêt nous est interdite... Nous voulons que nos enfants n'aient pas à aller loin pour trouver des animaux – mais qu'ils en trouvent tout près de chez nous, comme c'était le cas avant, quand nous nous occupions de la forêt. Mais notre monde a été pillé. C'est un gros problème. Nous voulons être en bonne santé. Tâchez de régler ces problèmes, afin que nous puissions à nouveau connaître la joie ! »

Les problèmes financiers de la pétrochimie sont antérieurs à la pandémie ...

[Article original](#) de [Sharon Kelly](#), publié le 16 avril 2020 sur le site [DeSmog](#)

[Traduit par le blog http://versouvaton.blogspot.fr](http://versouvaton.blogspot.fr)

... et, selon un rapport, continueront après, malgré les renflouements



Coronavirus/Covid-19 & [Bristol](#), 15 avril 2020. Crédit : [Joab Woodger-Smith](#)

Les industries pétrolière, gazière et pétrochimique ont subi un coup financier massif à cause de la pandémie COVID-19, conclut un [nouveau rapport](#) du Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), mais ses difficultés financières ont précédé l'émergence du nouveau coronavirus et risquent de s'étendre loin dans le futur, au-delà de la fin des mesures visant à freiner la propagation de la maladie.

« Le pétrole et le gaz sont parmi les industries les plus touchées par la crise économique actuelle, les principales entreprises ayant perdu en moyenne 45 % de leur valeur depuis le début de l'année 2020 », constate le rapport. « Ces déclin touchent presque toutes les facettes de l'activité du secteur pétrolier et gazier, y compris le secteur pétrochimique qui a été présenté ces dernières années comme le principal moteur de la croissance future de l'industrie ».

Cela s'explique dans une certaine mesure par la chute brutale de la demande de pétrole résultant des mesures d'hébergement et de quarantaine qui, début avril, s'appliquaient à plus de 3 milliards de personnes sur les 7,8 milliards que compte la planète, le taux de confinement aux États-Unis est de 90%, et ce pays utilise une quantité d'essence hors normes. En 2017, il a consommé un cinquième de l'essence utilisée dans le monde, note le rapport. Près de 70% des produits pétroliers sont consommés pour le transport, ajoute le rapport – ce qui signifie que l'impact des quarantaines sur la demande est énorme.

Mais, avant la pandémie, les entreprises pétrolières, gazières et pétrochimiques « *montraient des signes évidents de faiblesse systémique* », indique le rapport du CIEL, qui énumère des facteurs tels que les mauvais résultats boursiers des industries, les niveaux élevés d'endettement, la concurrence des énergies renouvelables moins chères, le ralentissement de la croissance de la demande de plastiques et la sensibilisation croissante des investisseurs aux impacts que les mesures visant à ralentir le changement climatique auront sur le secteur.

« Le crash que nous observons dans l'industrie pétrolière, gazière et pétrochimique est une intensification récente de ce qui a été une tendance à très long terme », a déclaré Carroll Muffett, président du CIEL. « Si vous regardez en arrière sur les 5 dernières années ou plus, nous avons vu les industries pétrolières et gazières sous-performer de manière significative le Dow Jones dans son ensemble sur une base à long terme ».

[Les problèmes de revenus sont antérieurs à la pandémie](#)

Le rapport comprend des recommandations qui résultent des luttes prolongées des industriels pour satisfaire les investisseurs :

« Les fonctionnaires qui prennent des mesures politiques pour répondre à la COVID-19 et à l'effondrement économique ne devraient pas gaspiller les ressources limitées de réponse et de récupération pour des sauvetages, des allègements de dettes ou des soutiens similaires aux entreprises pétrolières, gazières et pétrochimiques », conclut-il. « Ces efforts détourneront d'importantes ressources publiques vers le secteur et retarderont la transition vers l'énergie propre ; cependant, il est très peu probable qu'ils inversent les tendances sous-jacentes qui entraînent le déclin à long terme des industries pétrolières, gazières et pétrochimiques ».

Le CIEL a également noté que les gestionnaires de fonds de pension et autres investisseurs institutionnels ont des obligations légales qui peuvent les obliger à surveiller de très près tout projet pétrolier, gazier ou pétrochimique dans leurs portefeuilles :

« Parce que de nombreux investisseurs, y compris les fonds de pension, qui constituent la plus grande catégorie d'investisseurs en actions au niveau mondial, ont des obligations fiduciaires envers leurs bénéficiaires, ils ont des obligations légales en plus des incitations financières pour maximiser les profits : ils doivent également réduire les risques », indique le rapport. « Comme les risques liés à l'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz deviennent de plus en plus évidents, de plus en plus d'investisseurs soumis à des obligations fiduciaires choisiront probablement de se tenir à l'écart de ces entreprises ».



Une installation de forage sur un ancien ranch près de Barstow, au Texas, dans le bassin du Permien. Crédit : Justin Hamel © 2020

Le rapport note que, même avant le début de la pandémie, la production mondiale de pétrole dépassait la demande dans une proportion effarante. *« L'Agence internationale de l'énergie estime que l'industrie pétrolière avait 2,9 milliards de barils de pétrole en stock à la fin janvier 2020, soit un peu moins que son pic historique », rapporte le CIEL. « Avec les stocks gouvernementaux qui contiennent 1,5 milliard de barils supplémentaires, environ 4,4 milliards de barils de pétrole étaient stockés avant même que le premier arrêt d'une grande partie de l'économie ne commence ».*

« *Ce qu'il est vraiment essentiel de reconnaître, c'est que cette surabondance de l'offre existait déjà avant la crise actuelle* », a déclaré M. Muffett.

Cette surabondance est due en partie à la ruée vers le pétrole et le gaz de schiste de la dernière décennie, qui a [laissé](#) de nombreux foreurs profondément endettés à la fin de 2019. Les géants du pétrole ont déprécié des milliards de dollars d'actifs à la fin de l'année dernière, note le rapport, y compris une dépréciation de 11 milliards de dollars par *Chevron*, dont une grande partie [est liée](#) à la superficie exploitable en matière de gaz de schiste de la société dans la région des Appalaches, ce qui a laissé le géant du pétrole avec une perte de 6,6 milliards de dollars pour le trimestre.

« *La fracturation n'est pas rentable* », a déclaré Steven Feit, un avocat du CIEL. « *C'est un gouffre financier gigantesque maintenu à flot par des financements extérieurs.* »

Les déchets financiers pourris à haut rendement

D'ici 2025, plus de 200 milliards de dollars de dettes accumulées par l'industrie du pétrole et du gaz devraient arriver à échéance – dont 40 milliards de dollars que l'industrie doit rembourser cette année seulement.

Une grande partie de cette dette semblait déjà risquée au début de la crise.

Un [nouveau rapport](#) des *Amis de la Terre* (FOE), intitulé « *The Big Oil Money Pit* », a mis en évidence la façon dont le sauvetage fédéral du marché des titres à haut rendement pourrait permettre aux entreprises du secteur de l'énergie de « *bénéficier de façon disproportionnée* » des efforts de la Réserve fédérale pour utiliser 75 milliards de dollars d'une « *caisse noire de 500 milliards de dollars* » pour acheter des dettes d'entreprises.

Les dettes « *à haut rendement* » offrent généralement aux investisseurs des rendements plus élevés en raison des risques plus élevés associés à ces dettes.

Le rapport du FOE identifie une douzaine de foreurs de schiste qui pourraient être éligibles à ce renflouement fédéral, dont *Apache*, *Devon Energy*, *EOG Resources* et *Pioneer Natural Resources*, estimant que les 12 entreprises pourraient être éligibles à plus de 24 milliards de dollars de bénéfices chacune. *ExxonMobil*, *Chevron* et *Conoco*, selon les estimations, pourraient bénéficier de 19,4 milliards de dollars supplémentaires.

Le rapport note que certaines dispositions *en petits caractères* du plan de sauvetage rendent *Continental Resources* – la société [fondée](#) par le conseiller et confident de Trump, [Howard Hamm](#) – éligible à un soutien fédéral malgré le fait que S&P ait déclassé sa dette au niveau de la catégorie spéculative le 27 mars 2020.

Même les entreprises qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de cette aide fédérale pourraient recevoir une aide d'un autre chapitre du plan de sauvetage, ajoute le FOE.

« *Parce que le marché des obligations pourries est maintenant composé à 11 % de sociétés énergétiques (principalement du pétrole et du gaz), toute tentative de soutenir l'ensemble du secteur va bénéficier à cette industrie de la fracturation hydraulique lourdement endettée* », prédit le rapport.

« *Il faut garder à l'esprit que dans le monde de la dette à haut rendement, l'industrie du pétrole et du gaz est en fait le plus grand émetteur d'obligations pourries* », a déclaré Lukas Ross, analyste politique senior au FOE.

Le FOE a cité les 6,9 millions de dollars d'obligations émises par *Chesapeake Energy* et les 37,4 millions de dollars d'obligations émises par *Range Resources* comme exemples de dettes qui pourraient bénéficier de ce qu'il a appelé « *un renflouement par la petite porte pour les créances douteuses accumulées par l'industrie de la fracturation* ».

« La grande question est de savoir si l'industrie du pétrole et du gaz peut convertir son pouvoir politique en survie économique », a ajouté M. Ross.

La pollution et la pandémie

Les lobbyistes du pétrole, du gaz et de la pétrochimie ont [cherché](#) un large éventail d'autres réponses gouvernementales à la pandémie, comme le souligne un [troisième rapport](#), récemment publié par le groupe de réflexion britannique *InfluenceMap*.

« Il n'y a pas que des sauvetages financiers qui sont en cours, il y a aussi des interventions réglementaires [environnementales, NdT] », a déclaré Dylan Tanner du groupe de réflexion *InfluenceMap*. « Les règles du jeu sont en train de changer à bien des égards ».

Les industries ont cherché à réduire les contrôles de pollution dans de nombreux pays dans le cadre de la réponse à la pandémie de la COVID-19, note le rapport, y compris les demandes de réduction ou de report des programmes destinés à réduire la pollution liée au changement climatique.

La journaliste Amy Westervelt, de *Drilled News*, a [compilé](#) un suivi des efforts de réduction liés au changement climatique aux États-Unis, tant au niveau fédéral qu'au niveau des États, et dans d'autres pays. Il inclut l'annonce par l'Agence de protection de l'environnement qu'elle ne pénaliserait pas les « violations des contrôles de conformité de routine » résultant de la COVID-19, les exceptions au *Toxic Substances Control Act* pour les fabricants de produits chimiques, et une réduction en cours des règles de sécurité des pipelines.

Dans le même temps, la pollution continue des industries pétrolière, gazière et pétrochimique pourrait également aggraver les effets de la pandémie, selon les experts de la santé.



Site de test du COVID-19 à LaPlace, dans la paroisse de St. John the Baptist. Crédit : Julie Dermansky pour DeSmog

Le taux de mortalité dû à la COVID-19 par personne le plus élevé aux États-Unis se trouve dans la paroisse de Saint John the Baptist, en Louisiane, qui compte 43 000 habitants, a [rapporté](#) CNN aujourd'hui.

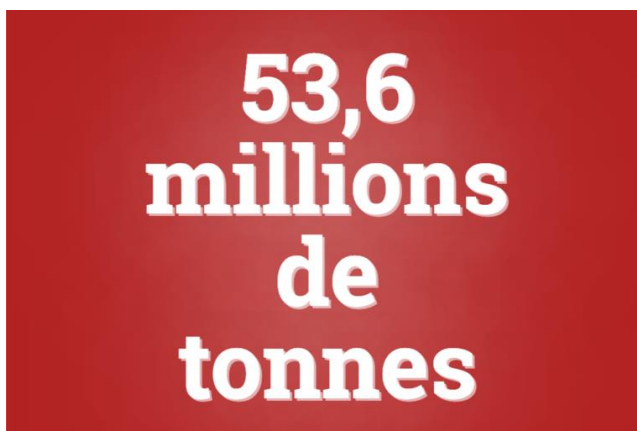
Cette minuscule paroisse, l'une des deux [décrites](#) par Julie Dermansky cette semaine, se trouve au cœur de l'[allée des cancers](#) de Louisiane, une zone située le long du Mississippi, qui est fortement peuplée d'usines pétrochimiques et de raffineries de pétrole.

« Ils sont déjà très vulnérables », a déclaré Wilma Subra, chimiste et bénéficiaire de la bourse MacArthur, à Julie Dermansky, en référence aux habitants de Saint-Jean-Baptiste qui vivent près d'une usine. « Ajoutez à cela l'exposition à long terme de produits chimiques toxiques au virus, qui a un impact énorme sur les poumons, alors ils sont beaucoup plus susceptibles de l'attraper et d'avoir ensuite des effets très néfastes ».

[Sharon Kelly](#)

La planète croule sous une montagne de déchets électroniques

[Courrier international - Paris](#) Publié le 03/07/2020



53,6
millions
de
tonnes

Chaque humain a produit l'an dernier 7,3 kilos de déchets issus d'équipements électriques et électroniques, selon un rapport publié sous l'égide des Nations unies.

En cinq ans, le volume de déchets d'équipements électriques et électroniques générés sur l'ensemble de la planète a progressé de 21 %, pour peser près de 54 millions de tonnes en 2019, selon un [rapport publié conjointement](#) par l'Union internationale des télécommunications, l'Université des Nations unies, Unitar et l'International Solid Waste Association.

*“En termes imagés, commente **Le Temps**, c'est l'équivalent de 350 bateaux de croisière de la taille du Queen Mary 2, qui, s'ils étaient alignés, couvriraient 125 kilomètres.”*

Un énorme gâchis

Dans cette montagne de produits mis aux rebuts, 17 % seulement des matières ont été recyclées. “La partie la plus importante est brûlée, enterrée ou abandonnée dans les dépotoirs”, ajoute le quotidien suisse.

C'est un terrible gâchis. “Le rapport rappelle que les téléphones, les ordinateurs, les caméras, les appareils médicaux, mais aussi les piles, les condensateurs ou les batteries contiennent jusqu'à 69 éléments. Dont des métaux précieux (or, argent, platine), des matériaux critiques (étain, zinc, cuivre) et des matériaux non critiques (fer, aluminium)”, énumère *Le Temps*. La valeur de tous ces matériaux est estimée à 57 milliards de

dollars. Sur ce total, *“les métaux précieux représentent 14 milliards de dollars, dont seulement 4 milliards de dollars sont récupérés”*, déplore **The Guardian**.

Quelque 50 tonnes de mercure

Au gaspillage s'ajoute la pollution. De tous ces déchets s'échappent par exemple *“50 tonnes de mercure ainsi que des gaz dont le volume équivaut à 98 millions de tonnes de dioxyde de carbone, un montant comparable aux émissions d'un pays comme la Belgique”*, calcule le journal britannique.

L'Europe est en tête du classement de la génération de déchets par habitant (16,2 kilos), suivi de l'Océanie (16,1 kilos), et les Amériques (13,3 kilos), précise le rapport. L'impact de l'Asie et de l'Afrique est bien plus faible, avec respectivement 5,6 et 2,5 kilos par habitant.

Si les tendances actuelles se poursuivent, la production de déchets atteindra 74 millions de tonnes en 2030.

L'obsolescence programmée par la 5G

Michel Sourrouille 3 juillet 2020 / Par [biosphere](#)

Il en est du rasoir électrique comme de la 5G. Comme l'exprime [Nicholas Georgescu-Roegen](#) : *« Il faut nous guérir du circumdrome du rasoir électrique, qui consiste à se raser plus vite afin d'avoir plus de temps pour travailler à un appareil qui rase plus vite encore, et ainsi de suite à l'infini... Il est important que les consommateurs se rééduquent eux-mêmes dans le mépris de la mode. »* Autour de nous, toute chose s'oxyde, se casse se disperse, etc. N'en rajoutons pas inutilement avec des lames jetables ou rechargeables, ne rajoutons pas à la 3G, la 4G, puis la 5G, l'obsolescence programmée. On peut distinguer l'obsolescence technique, c'est-à-dire la perte de valeur des équipements du fait de l'apparition de nouveaux modèles imposés par l'innovation. Il y a aussi l'obsolescence symbolique, ou déclassement prématuré des objets par la publicité et la mode. Il y a enfin l'obsolescence programmée, c'est-à-dire l'introduction à dessein d'une défaillance dans les appareils. L'exemple de la 5G montre que nous créons par un nouvel appareillage technologisé plus de problèmes que nous en résolvons.

Le gouvernement a identifié la 5G comme un enjeu stratégique pour la France, mais l'utilité réelle de la 5G pour le quotidien des citoyens n'a pas été clairement établie. D'un point de vue environnemental tout d'abord, la consommation énergétique liée aux usages numériques ne cesse de progresser, les études montrent que les gains attendus par la “dématérialisation” n'existent pas. C'est dans ce contexte qu'arrive la technologie 5G, conçue pour permettre des débits 10 fois supérieurs à la 4G qui va multiplier les occasions de collecte des données personnelles des usagers, via les nombreux gadgets “connectés” qui seront proposés à la vente. Dans cette perspective, l'obésité des données transportées par la 5G impactent d'autant l'ensemble des usages. Ce n'est pas moins de 2% d'augmentation de la consommation électrique à l'échelle nationale qui est évoquée, une fois la 5G déployée en France. Les conséquences écologiques de la 5G sont loin d'être négligeables: poursuite de l'épuisement des ressources non renouvelables, accumulation de déchets électroniques polluants et peu recyclés. Le véritable critère de mesure d'impact environnemental est l'AVC, ou “Analyse de Cycle de Vie” donnent le plus souvent un rapport d'impact de 3/4 de la totalité d'impact pour la fabrication de l'infrastructure et du matériel et de 1/4 pour son seul usage. Enfin, le fait que les opérateurs aient systématiquement bridé les anciennes technologies à chaque arrivée d'une nouvelle est aujourd'hui bien documenté, créant de fait une obsolescence programmée massive. La 5G va exiger un renouvellement complet des smartphones mais aussi d'éléments importants de l'infrastructure réseau des entreprises et des industries. La portée des fréquences de la 5G étant moins importantes, le manque de rentabilité du déploiement des antennes favorisera le développement de la couverture urbaine et exclura de fait les zones rurales, creusant ainsi encore plus la fracture numérique territoriale. Dans son rapport d'octobre 2019 sur la 5G, l'ANSES affirme d'ailleurs avoir “mis en évidence un manque important, voire une absence de données, relatives aux effets biologiques et sanitaires potentiels” de la

nouvelle technologie. Il y aurait aujourd'hui entre 600 000 et 3 millions de personnes électrosensibles en France, bien que les estimations soient délicates au vu de la diversité des symptômes signalés.

Ni technophobe ni "techno-béat", tel est le point de vue des écologistes. A l'heure de l'urgence écologique et sociale, on doit refuser une technologie de substitution qui augmente la consommation d'énergie et épuise un peu plus les ressources. La [loi votée en juillet 2015](#) punit l'obsolescence programmée qui devient un délit. Une telle loi devrait permettre d'empêcher la mise en place de la 5G par le gouvernement.

AIR DU TEMPS-AMBIANCE

3 Juillet 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

[Finalement](#), si le con-tribuable veut bien cracher au bassin, Airbus ne supprimera pas 3500 emplois. Enfin si, il en supprimera "QUE" 15 000 - 3500. Clair, non ? On nous prend pour des cons, en faisant croire qu'on a "arraché", des concessions. Jusqu'au prochain plan, disons, en décembre.

Et "Hop", air Rance supprime 40 % de ses liaisons intérieures. Hop là là là... Ce qui reste ? C'est 60 % de trop. Mais faut pas le dire.

[Comme](#) l'a dit je sais plus qui, mines, sidérurgie, etc, on s'en foutait, c'étaient des ouvriers qui étaient restructurés. Là, chez Airbus, ça va trouer le cul des cadres (qui en plus se tapent le crédit immobilier de 400 000 boules), et le transport aérien, ça concerne les plus riches de la planète. Inadmissible.

[Peugeot](#) va supprimer 11 concessions à Paris, parce qu'on y vend quasiment pas de voitures, et que les locaux (ils parlent d'immo ou des vendeurs ???), coûtent très cher. Spirale de la mort de la région parisienne ???

[Ma ville](#) préférée des USA : Baltimore. 46 000 emplois supprimés dans le centre. Quoi, les dealers ne recyclent plus ??? Les poulets sont les derniers à être occupés, et ils ont du boulot. Enfin, s'ils sont sortis avec plus de zèle de leurs voitures. Depuis 2015 et que certains des leurs ont été inculpés (et relaxés depuis) ils avaient tendance à légèrement trainer des pieds. Le résultat était que le score très honorable de la ville (200 meurtres/an) était passé aux alentours de 350. Mais BLM (black lives matter) et antifa, ne matter rien du tout quand "un négro tue un négro", ce qui est vrai ici la plupart du temps... D'ailleurs, ils ne se risqueraient pas dans les rues de Baltimore, les gangs auraient tôt fait de virer cette bande de connards. Ils ne comprendraient sans doute même pas de quoi ils parlent et les prendraient pour des provocateurs...

[Inde](#), l'état "déplorable" du réseau de chemin de fer, entraine une ouverture au secteur privé... Sans doute le réseau n'implorera t'il que plus vite. Il est déjà totalement obsolète et sursaturé, et à moins de construire d'autres lignes (ce dont le secteur privé est incapable), il n'y aura aucune amélioration, sauf peut être quelques trains qui rouleront pour les passagers de première classe. Les autres, les pauvres, faut pas qu'ils fassent chier.

[Dislocation de l'empire](#). Le gazoduc russe devant approvisionner l'Europe va se terminer. Faut pas déconner là aussi, le gazoduc est la seule possibilité pour amortir, un peu, l'effondrement économique, politique et social européen. NB : si vous comptez sur la bochie pour vous approvisionner en gaz, je vous citerais l'enfer de Dante : "Perdez toute espérance, vous qui entrez"...

ÉBRANLEMENTS...

[L'UE](#) fait dans le comique, toujours de manière involontaire, mais toujours grotesque. "Une plateforme pour favoriser la « transition juste » des régions charbonnières..."

Comme on n'a jamais réussi à relancer une région charbonnière ou métallurgique, quelque soit l'argent qu'on y ait consacré, il ne leur reste comme avenir politique qu'un basculement, comme les régions minières françaises, vers le RN.

[Globalement](#), le charbon n'est plus rentable. 1/3 des centrales au charbon ne le sont plus, et la proportion devrait rapidement dépasser les 70 %... [La crainte de troubles sociaux](#) est la grande hantise des gouvernants.

Comme le massacre de l'économie consécutif au covid 19 semble plus qu'important, doublé d'une crise énergétique qu'on n'avoue toujours pas, on aura donc une "périphérie" défavorisée qui ne cessera de s'étendre jusqu'aux pieds de l'Elysée.

[Au Royaume Uni](#), les ménages sont lessivés, et voient augmenter leur encours d'emprunts.

[En France](#), on veut "un énorme plan de relance axé sur les énergies renouvelables, en oubliant que la première, c'est la non consommation.

[La vallée de l'Arve](#) (sous traitance automobile), est en déshérence, avec un effondrement des commandes.

[Le marché automobile](#) français rebondit en [juin 2020](#) : roulement de tambours : + 1.24 % par rapport au mois de juin de l'année 2019. Moralité : krach automobile. Théoriquement, il y aurait du y avoir un effet de rattrapage, celui ci n'apparaît même pas, malgré un déluge de remise. Les achats de flottes (la moitié du marché, restent au point mort). PSA, visiblement a privilégié la purge de ses stocks de ventes bidons (les voitures immatriculés par les concessionnaires) de véhicules récents avec quelques dizaines de kilomètres. Bref, le [marché de l'occasion](#) a largement dépassé celui du neuf...

SECTION ÉCONOMIE



1971: Le début de la fin de l'Empire Américain ! Et voici comment ils en sont arrivés là...

Publié le 3 juillet 2020 à 08:00:56 / 1 commentaire / 573 vues

Depuis 1971, le dollar a chuté, les déficits et les dettes ont explosé et les structures sociales, y compris l'ordre public, s'effondrent. Comme tous les...
[Lire la suite](#)

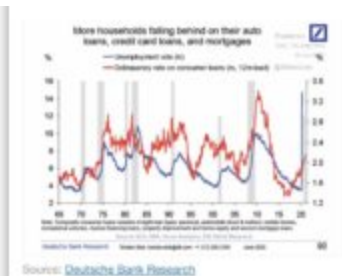


Le début de la fin: Les USA et le monde arrivent au terme de 50 années de destruction de l'économie et du système financier.

Publié le 3 juillet 2020 à 06:00:54 / 5 commentaires / 637 vues

Les États-Unis et le monde arrivent au terme de 50 années de destruction de l'économie et du système financier. Il a donc fallu un demi-siècle pour en

[arriver là,... Lire la suite](#)



Les défauts sur les crédits conso US pourraient s'envoler. Ils représentent + de 1 500 milliards \$...

Publié le 3 juillet 2020 à 00:19:17 / 0 commentaire / 470 vues

Raphaël Bloch: « Les défauts sur les crédits conso US pourraient s'envoler. Ils représentent + de 1.500 milliards \$... » Incapables de faire face à une... Lire la suite



Gerald Celente: « Les politiciens ont détruit l'économie ! Elle ne reviendra jamais plus là où elle était avant !! »

Publié le 2 juillet 2020 à 20:55:06 / 1 commentaire / 1 026 vues

Gerald Celente, l'un des meilleurs prévisionnistes au monde et éditeur du « Trend Journal », a déclaré en mars que la plus grande dépression économique avait déjà... Lire la suite



« Avec les éoliennes, l'écologie, c'est du vent ! » L'édito de Charles Sannat

Publié le 2 juillet 2020 à 20:00:59 / 4 commentaires / 695 vues

Haaaa.... l'écologie et le développement durable ! Qu'est-ce cela me fait rire ! Tous les écolos me font rire. Surtout les jeunots adeptes de la jeune gourette (un... Lire la suite



A 380 et 747: fin d'exploitation pour ces deux mastodontes du transport aérien français

Publié le 2 juillet 2020 à 17:00:33 / 3 commentaires / 519 vues

La crise sanitaire qui touche durement le transport aérien met un terme à l'exploitation des deux plus gros avions commerciaux, jamais construits, l'A380 et le... Lire la suite

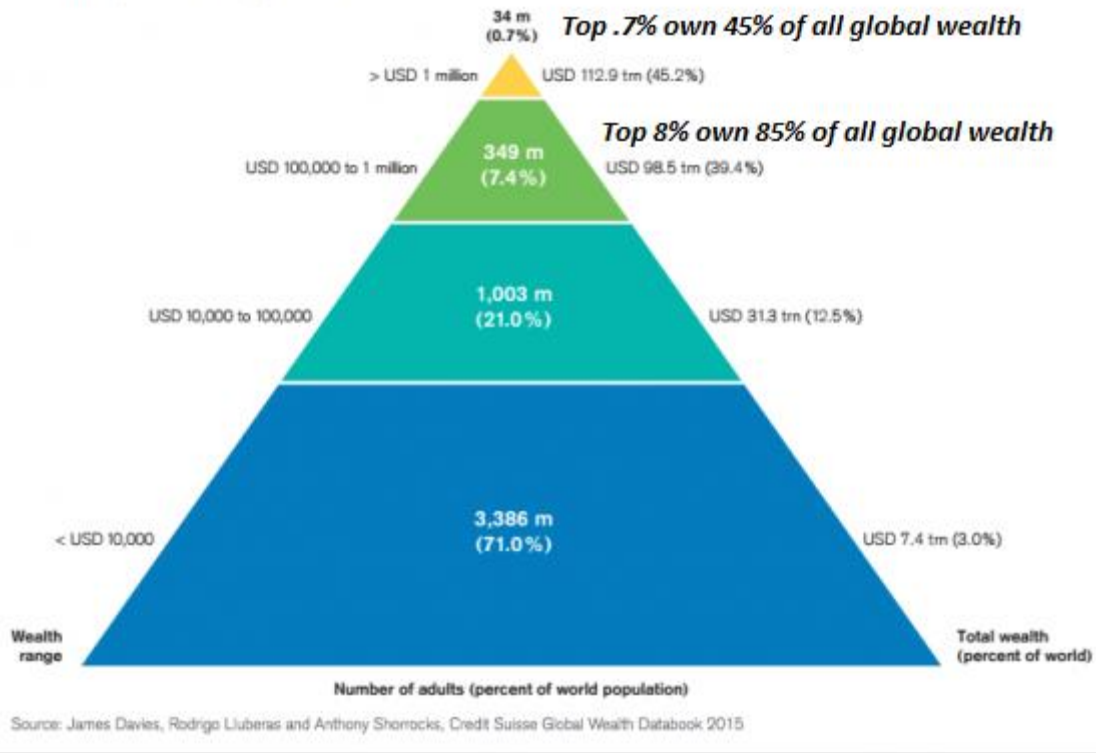
Danser à travers le champ de mines géopolitique

Charles Hugh Smith Jeudi 2 juillet 2020

Les élites qui dansent à travers le champ de mines ont toutes des plans, mais combien sont préparées pour le coup de poing dans la bouche ?

Ouvrez n'importe quel journal des 100 dernières années et vous trouverez bientôt un point chaud géopolitique ou un conflit digne d'intérêt. Le conflit géopolitique est le paramètre par défaut de l'humanité, semble-t-il, mais on a l'impression que le champ de mines des rivalités géopolitiques et des points chauds a été bien semé et que de nombreux joueurs dansent à travers le champ de mines avec une confiance inquiétante et cavalière qu'ils ne marcheront pas sur le mien, c'est-à-dire que les mauvaises choses n'arrivent qu'aux autres joueurs.

Figure 1
The global wealth pyramid



Le champ de mines mondial comprend ces dynamiques :

1. La collision par broyage des plaques tectoniques géopolitiques : sphères d'influence, projection de puissance douce et dure, conflits frontaliers, etc.
2. l'urgence, déclenchée par la pandémie, de tirer parti des vulnérabilités de ses rivaux et l'urgence de défendre ses frontières/intérêts clés.
3. Les forces déstabilisatrices de la domination des élites et de l'inégalité des richesses au sein des États-nations encouragent les élites à rechercher des distractions extérieures.
Dans ce contexte, il est intéressant de passer en revue les trois étapes de l'Empire d'Edward Luttwak. La Grande Stratégie de l'Empire romain de Luttwak esquisse trois étapes de l'Empire qui s'appliquent tout aussi bien aux élites au sein des États-nations. En d'autres termes, on peut dire que les élites ont conquis leurs masses nationales sur le plan politique, social et économique, tout comme les élites impériales conquièrent d'autres États-nations.

Luttwak décrit ainsi la première étape de l'expansion :

"Avec une simplicité brutale, on pourrait dire qu'avec le premier système, les Romains de la république ont beaucoup conquis pour servir les intérêts d'un petit nombre, ceux qui vivent dans la ville - et en fait encore moins, ceux qui sont les mieux placés pour contrôler la politique".

La deuxième étape a permis de diffuser beaucoup plus largement les avantages de l'Empire :

"Au cours du premier siècle après J.C., les idées romaines ont évolué vers une conception beaucoup plus large et tout à fait bienveillante de l'empire... les hommes nés dans des terres éloignées de Rome pouvaient se dire

romains et voir leur revendication pleinement acceptée, et les frontières étaient efficacement défendues pour défendre la prospérité croissante de tous, et pas seulement des privilégiés."

La troisième étape est celle de l'inégalité croissante :

"Au lendemain de la grande crise du troisième siècle, la sécurité est devenue une charge de plus en plus lourde pour la société, une charge inégalement répartie, qui pouvait enrichir les riches et ruiner les pauvres. La machine de l'empire est devenue de plus en plus égoïste, ses collecteurs d'impôts, ses administrateurs et ses soldats étant beaucoup plus utiles les uns aux autres qu'à la société dans son ensemble".

Cette phrase décrit assez bien la situation mondiale. Les blocs géopolitiques, les alliances, les États-nations aux prétentions impériales et les États-nations aux ambitions de puissance régionale sont tous dans une frénésie d'extension et de consolidation de leur influence et de leur pouvoir par tous les moyens disponibles : financier, commercial, diplomatique, soft power (impérialisme culturel, etc.) et hard power (forces militaires) avant que l'instabilité interne inhérente à la domination de leurs élites ne les rattrape.

Ainsi compris, nous pouvons comprendre le champ de mines géopolitique comme le terrain de conflit des différentes élites nationales et régionales. Quel meilleur moyen de distraire les populations locales réticentes, exploitées et de plus en plus appauvries que d'attiser un conflit avec des rivaux/"ennemis" voisins ? À l'approche d'événements qui échappent à tout contrôle, les élites sont trop confiantes dans leur capacité à contrôler la situation et se retrouvent "naturellement" au-dessus de tout conflit. C'est pourquoi elles dansent à travers le champ de mines, confiantes qu'elles vont magiquement manquer toutes les mines, même celles qui ne peuvent être détectées.

Rappelez-vous que les élites au début de la guerre civile américaine et de la Première Guerre mondiale étaient persuadées que la guerre serait terminée en quelques mois. Une confiance exagérée dans la capacité d'une personne à gérer des crises à évolution rapide est l'orgueil ultime, et les élites sont enclines à cet orgueil en raison de la facilité apparente à étendre leur pouvoir et leur richesse dans leurs économies et leurs ordres politiques nationaux.

Les risques d'erreur de calcul augmentent de manière exponentielle à mesure que le nombre de joueurs qui dansent sur le champ de mines augmente. Comme l'a si sagement observé Mike Tyson, "Tout le monde a un plan jusqu'à ce qu'on lui donne un coup de poing dans la bouche". Les élites qui dansent à travers le champ de mines ont toutes un plan, mais combien sont préparées pour le coup de poing dans la bouche ?

Les bons, les mauvais et les affreux chiffres de l'emploi aux États-Unis

2 juillet 2020 par Michael Snyder

L'économie américaine commence-t-elle à rebondir après le ralentissement massif que les verrouillages des coronavirus ont provoqué ? De nouveaux chiffres sur l'emploi ont été publiés jeudi, et ils sont très intéressants. Beaucoup déclarent avec audace que ces nouveaux chiffres sont une nouvelle fantastique pour l'économie américaine, mais c'est simplifier à l'extrême les choses. Jusqu'à présent, en 2020, des dizaines de millions d'Américains ont perdu leur emploi, et nous savons que des millions de ces emplois finiraient par revenir avec la levée des restrictions COVID-19. Et jeudi, nous avons reçu la confirmation que des millions de ces emplois vont effectivement revenir...



Le nombre de salariés non agricoles a augmenté de 4,8 millions en juin et le taux de chômage est tombé à 11,1 % alors que les États-Unis poursuivaient leur réouverture à la pandémie de coronavirus, a déclaré jeudi le ministère du travail.

C'est sans aucun doute une bonne nouvelle. Mais il semble aussi que les chiffres ne soient pas tout à fait exacts, et nous en reparlerons dans un instant.

Mais tout d'abord, je voulais souligner que la principale raison de l'augmentation de 4,8 millions de salariés est que le nombre d'Américains classés comme temporairement licenciés a diminué de 4,8 millions le mois dernier. Dans le même temps, le nombre de pertes d'emplois permanents le mois dernier a en fait augmenté de plus d'un demi-million par rapport au mois précédent...

Un autre facteur important de la baisse du taux de chômage a été la chute du nombre de personnes mises à pied temporairement. Ce total a diminué de 4,8 millions en juin pour atteindre 10,6 millions après une baisse de 2,7 millions en mai. Le nombre de chômeurs de courte durée a diminué de 1 million pour atteindre 2,8 millions.

Cependant, le nombre de personnes ayant perdu leur emploi permanent a également augmenté, de 588 000, pour atteindre 2,883 millions, soit le plus haut niveau en plus de six ans.

Il s'agit clairement d'une mauvaise nouvelle. On s'attendait à ce que des millions de personnes temporairement licenciées reprennent leur ancien emploi, mais ce à quoi nous ne nous attendions pas, c'est une augmentation considérable du nombre de pertes d'emplois permanents.

Et maintenant, passons à la partie "laide" des chiffres.

Jeudi, nous avons appris que 1,427 million d'Américains supplémentaires ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage la semaine dernière, et le nombre de chômeurs qui ont déposé des demandes continues a en fait augmenté...

En effet, les nouvelles demandes de chômage sont restées obstinément élevées la semaine dernière, avec 1,427 millions d'Américains supplémentaires, au-dessus de l'estimation de 1,38 millions, a déclaré le ministère du travail dans un rapport séparé jeudi. Les demandes en cours ont en fait augmenté de 59.000 à 19,3 millions, mettant en évidence le problème des sans-emploi probablement exacerbé par la présence continue du virus et son impact économique.

Ce n'est pas à cela que ressemble une économie "en reprise".

En fait, ces chiffres sont absolument abyssaux.

Je ne cesse de rappeler à mes lecteurs qu'avant cette année, le record historique des nouvelles demandes de chômage a été établi en 1982, lorsque 695 000 Américains ont déposé une demande en une seule semaine. La semaine dernière, ce chiffre était plus du double de l'ancien record, et nous avons maintenant plus que doublé cet ancien record pour 15 semaines consécutives.

Quelqu'un peut-il m'expliquer comment l'économie se "redresse" alors que les Américains continuent de déposer des demandes de chômage à des niveaux qui dépassent de loin tout ce que nous avons pu voir dans toute l'histoire des États-Unis ?

Au total, plus de 48 millions d'Américains ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage au cours des 15 dernières semaines.

Mais le Bureau des statistiques du travail voudrait nous faire croire que seuls 17,75 millions d'Américains sont actuellement au chômage, même si le nombre d'Américains qui déposent des demandes continues de chômage est bien plus élevé que cela. Ce point a été brillamment souligné par Zero Hedge plus tôt dans la journée...

Par sa définition même, le chômage assuré est un sous-ensemble de tous les Américains qui sont au chômage. Dans un diagramme de Venn, le cercle des demandes continues s'inscrirait entièrement dans le cercle des "chômeurs", qui comprend également les demandes initiales, les demandes continues et d'innombrables autres chômeurs américains qui n'ont plus droit à aucune prestation.

Hélas, à l'heure actuelle, le cercle par définition plus petit est plus grand que le cercle "plus grand", et comme l'a rapporté aujourd'hui le DOL, 19,29 millions de travailleurs bénéficiaient de l'assurance chômage. Et pourtant, d'une manière ou d'une autre, au même moment, le BLS a également indiqué que le nombre total de chômeurs est, roulement de tambour, de 17,75 millions.

Si vous avez dit que cela n'avait aucun sens et que vous avez souligné que le nombre de chômeurs doit être inférieur au nombre total de chômeurs, alors vous avez raison. Et en effet, pour 50 ans de données, c'était précisément le cas.

En publiant des chiffres aussi absurdes, le BLS commence à perdre toute la crédibilité qu'il lui restait, et c'est incroyablement triste.

Pendant ce temps, la crainte du coronavirus pousse certains États à instaurer de nouvelles restrictions, et il semble que cela entraîne un nouveau ralentissement de l'activité économique américaine...

Les données à haute fréquence rassemblées par les fonctionnaires de la Réserve fédérale, les économistes, les sociétés de suivi des téléphones portables et les sociétés de gestion du temps des employés suggèrent un ralentissement de l'activité ces derniers jours, ce qui brouille un rapport solide sur l'emploi aux États-Unis qui pourrait s'avérer être dû à un début de mois exubérant avec la réouverture des États.

En d'autres termes, il faut s'attendre à ce que les chiffres économiques pour juillet soient assez sombres.

En ce moment même, une nouvelle vague de peur balaie le pays. Le nombre de cas confirmés de COVID-19 a augmenté de façon spectaculaire ces derniers jours et, selon Gallup, plus d'Américains que jamais pensent que la pandémie "s'aggrave"...

Alors que les infections à coronavirus atteignent des sommets dans des États américains qui n'étaient pas touchés auparavant, un nouveau record de 65 % des adultes américains affirme que la situation des coronavirus s'aggrave. Le pourcentage d'Américains qui pensent que la situation se détériore est passé de 48% la semaine précédente à 37% deux semaines plus tôt.

Cela signifie que l'activité économique va rester à des niveaux très déprimés dans un avenir prévisible.

Si les recettes ne sont pas suffisantes, davantage d'entreprises feront faillite et davantage de travailleurs perdront leur emploi. Sans emploi, de nombreux Américains ne seront pas en mesure de payer leurs factures, ce qui mettra une pression énorme sur les institutions financières.

La vérité est que les perspectives économiques ne se sont pas améliorées d'un iota. En fait, elles se sont même détériorées au cours des deux dernières semaines.

La peur de COVID-19 nous a plongés dans une nouvelle dépression économique, et il semble que la peur de COVID-19 nous maintiendra dans cette dépression pour le reste de l'année 2020 et au-delà.

Gerald Celente: « Les politiciens ont détruit l'économie ! Elle ne reviendra jamais plus là où elle était avant !! »

Source: [usawatchdog](https://www.usawatchdog.com) Le 02 Juil 2020



Gerald Celente, l'un des meilleurs prévisionnistes au monde et éditeur du « Trend Journal », a déclaré en mars que **la plus grande dépression économique avait déjà commencé.** Maintenant, il dit que les politiciens sont en train de laminer l'économie, mais sont avant tout assoiffés par le pouvoir. Il pense vraiment que certains de ces gouverneurs sont des imbéciles et de vrais monstres sans limite, prêts à utiliser n'importe quel prétexte dans le but d'empêcher le président Trump de remporter un deuxième mandat en novembre. **Voici ce que Gerald Celente explique:** « Ils ont complètement détruit l'économie. L'économie est morte. Ces petits libéraux, il n'y a que ça ici... Tous ces libéraux amoureux de Cuomo, quand les problèmes économiques ont commencé à apparaître clairement, ils ont tous dit que la reprise reviendrait. Mais l'économie est malheureusement morte et ce sont les politiciens qui l'ont tuée... Ils agissent ainsi uniquement pour le pouvoir et pour montrer que le président Trump ne fait pas ce qu'il faudrait faire. Et ça, c'est leur unique stratégie... Si Trump est malin, et je pense que c'est exactement ce qu'il va faire, il va dénoncer le choix des démocrates d'avoir insisté pour mettre complètement l'économie à l'arrêt par le biais d'un confinement total. Je ne défends aucun parti politique car je suis athée politiquement, mais je suis sûr qu'il va les attaquer sur ce sujet et ce sera à juste titre. Trump va

dire que si vous n'avez plus de travail, si vous venez de perdre votre entreprise et s'il y a une véritable escalade de la criminalité un peu partout, c'est tout simplement à cause des démocrates qui ont activement participé à l'arrêt total de l'économie américaine. C'est ainsi que Trump va agir dans les semaines à venir. »

Dans des interviews précédentes sur USAWatchdog.com, Gerald Celente avait prédit que lorsque le cours de l'or atteindrait 1 485\$, il s'envolerait et ne rebaisserait plus jamais. Il semble que cette prévision se soit réalisée. Pour lui désormais, le cours de l'or ne cessera plus de grimper. **Voici ce déclare Gerald Celente à ce sujet:** « Regardez un instant l'ascension du cours de l'or. Cela fait combien de temps que je vous dis la même chose ? Quand tout cela a commencé, je vous ai parlé d'une explosion du cours de l'or, et que l'or allait s'envoler et aujourd'hui, le cours de l'or est à 1 800\$ l'once. Le cours du métal argent va suivre à partir du moment où le cours de l'or dépassera les 2 000\$ l'once. C'est parce que l'économie est en train de basculer et je peux vous le dire, qu'elle ne ne reviendra jamais plus là où elle était avant. Selon Yelp, 53% des restaurants ne rouvriront pas. En moyenne, 43% des entreprises ne rouvriront pas et ce sont les très gros groupes du secteur de l'hôtellerie qui engloutiront les petits. Jetez un coup d'œil sur les gros titres: « Les grands hôtels pourraient bénéficier d'aides financières ». C'est vrai en plus, on donne de plus en plus de milliards de dollars à tous ces grands hôtels... Mais pourquoi donc, les marchés sont-ils autant en hausse ? La réserve fédérale va injecter énormément d'argent pour quelques gros patrons qui se sont enrichis d'environ 650 milliards de dollars depuis le début de la crise sanitaire. Nous devenons tous des employés de la plantation de « Slavelandia » (Esclaveland), mais pas de soucis, on vous laissera encore quelques miettes. »

Gerald Celente dit que le parti démocrate est maintenant un parti communiste et marxiste, et il pense que ces personnes-là vont aller jusqu'au bout. **Voici ce que Gerald Celente anticipe:** « Vous allez assister à une accélération et une intensification des violences comme vous n'en avez jamais vues avant cet été. Vous allez voir un véritable front entre la police et le peuple, et les militaires vont devoir intervenir de plus en plus fréquemment car la vie dans les villes deviendra extrêmement violente. Si nous ne parvenons pas à nous unir et à instaurer la paix afin de rétablir la liberté dans le calme, **l'Amérique est morte !** »

En conclusion, Gerald Celente pense que Trump peut très bien gagner un deuxième mandat et dit: « **Tout ce qu'il doit faire, c'est gagner les états clés, C'est tout !** ».

Le début de la fin: Les USA et le monde arrivent au terme de 50 années de destruction de l'économie et du système financier.

Source: or.fr Le 03 Juil 2020



Les États-Unis et le monde arrivent au terme de 50 années de destruction de l'économie et du système financier. Il a donc fallu un demi-siècle pour en arriver là, soit une période très courte à l'échelle de l'histoire.

Les États-Unis dirigent l'économie mondiale vers l'effondrement total, non seulement du système financier, mais aussi des structures commerciales et sociales. Pourtant, personne ne s'en rend vraiment compte.

Les marchés boursiers sont proches de leurs sommets historiques et l'immobilier haut de gamme est en plein essor, dans et autour de plusieurs capitales.

Les États-Unis réunissent tous les ingrédients pouvant entraîner la destruction d'un empire : déficits, dettes, dépenses militaires excessives, dépréciation de la monnaie, effondrement du commerce, épidémie, ébranlement de l'ordre public et émeutes. Deux choses manquent pour compléter le tableau : les guerres et l'hyperinflation. Malheureusement, ces deux facteurs sont susceptibles de se produire dans les années à venir.

1971: Le début de la fin de l'Empire Américain ! Et voici comment ils en sont arrivés là...

Source: or.fr Le 03 Juil 2020



Depuis 1971, le dollar a chuté, les déficits et les dettes ont explosé et les structures sociales, y compris l'ordre public, s'effondrent. Comme tous les empires, les États-Unis portent en eux les germes de leur propre destruction.

Voici comment ils en sont arrivés là :

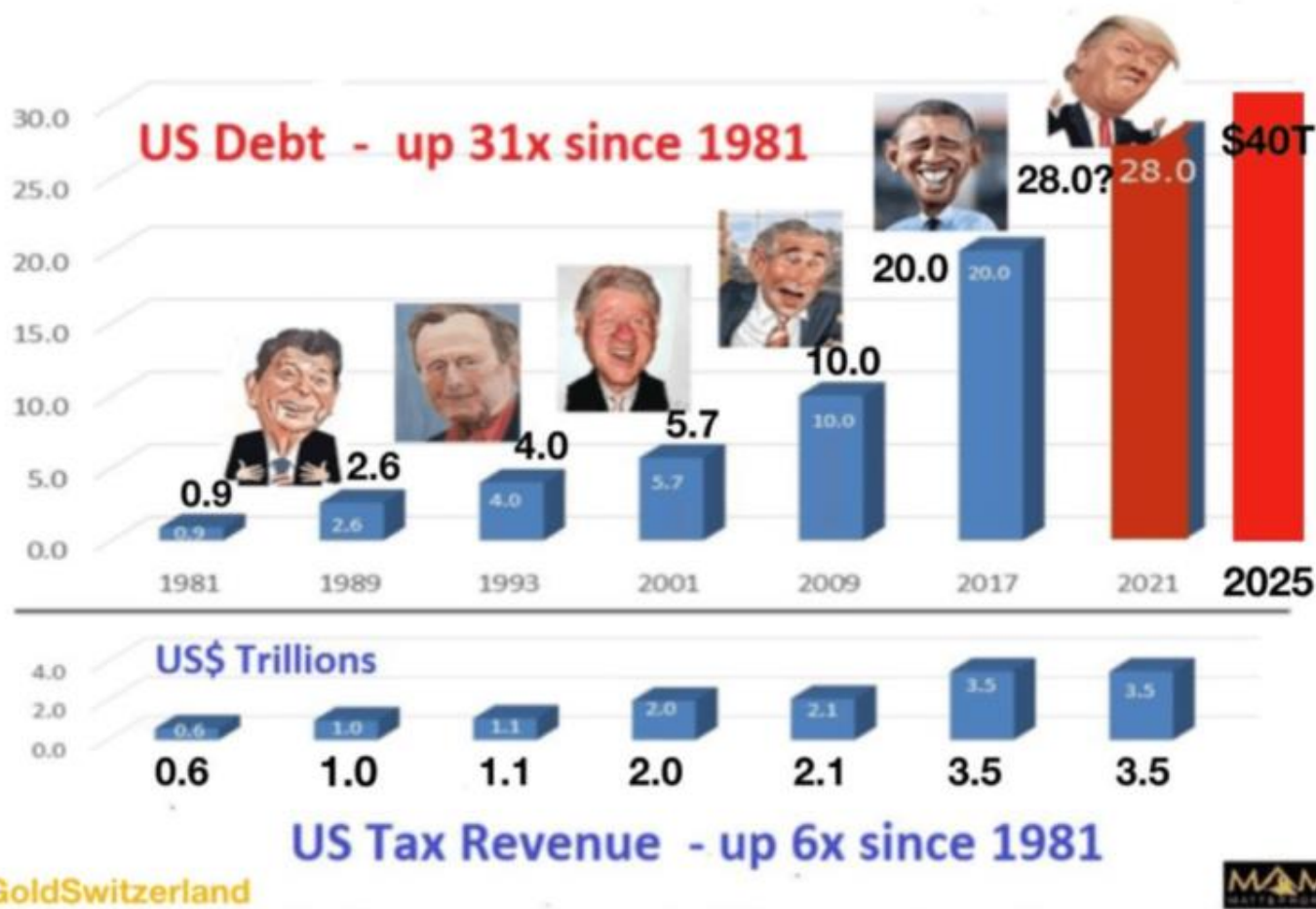
1. Dépenser plus que ce qu'ils ne gagnent, puis imprimer, imprimer, imprimer

Les États-Unis l'ont fait avec talent depuis le début des années 60. La dette fédérale américaine a augmenté chaque année. Les excédents des années Clinton étaient faussés puisque la dette continuait d'augmenter.

En 1971, la dette fédérale américaine était de 400 milliards \$. Elle atteint aujourd'hui 26 000 milliards \$, soit une multiplication par 65.

J'ai créé ce graphique de la dette en 2017, lorsque Trump a été élu président. Je prévoyais alors que la dette américaine atteindrait 28 000 milliards \$ à la fin 2021, puis doublerait d'ici 2028 pour atteindre 40 000 milliards \$. Une telle augmentation de la dette semblait incroyable à l'époque. Mais peu de gens étudient l'histoire et tirent les leçons du passé.

USA - Chronic Deficits & Debt



Depuis 1981, la dette fédérale américaine a doublé en moyenne tous les 8 ans, sans exception. Obama a doublé la dette durant son mandat, en la faisant passer de 10 à 20 000 milliards \$. Il était donc conforme à l'histoire que la dette américaine atteigne 40 000 milliards \$ 8 ans plus tard, en 2025.

À l'époque, j'anticipais un effondrement du système financier à partir de 2020. **L'histoire nous en apprend donc beaucoup plus sur le monde que n'importe quel économiste ou autre prévisionniste.**

La dette américaine s'élève désormais à 26 000 milliards \$ et devrait atteindre plus de 28 000 milliards \$ à la fin de l'année civile et 40 000 milliards \$ d'ici 2025. Les projections du Bureau du budget du Congrès américain et du Comité pour un budget fédéral responsable confirment également que ces niveaux d'endettement ne sont pas improbables.

Si nous traversons une véritable crise de l'économie et du système financier, les chiffres pourraient être bien plus élevés.

2. Importer plus qu'exporter

Depuis 1974, les États-Unis accusent chaque année un déficit de balance commerciale. Comme le montre le graphique ci-dessous, le déficit a augmenté de manière exponentielle. Au cours de ce siècle, il a oscillé entre 20 et 65 milliards \$ par mois et se situe actuellement à 50 milliards \$.

CHRONIC TRADE DEFICITS SINCE 1974



Importer plus qu'exporter chaque année depuis un demi-siècle n'est possible qu'avec l'aide de la planche à billets, combinée à une expansion constante du crédit.

3. Rendre la monnaie sans valeur

Aucune monnaie fiduciaire n'a survécu dans l'histoire. Il y a eu des périodes où les devises étaient adossées à l'or ou l'argent. Cela empêche les gouvernements de dépenser ce qu'ils n'ont pas. C'est le dilemme auquel Nixon était confronté. Après la coûteuse guerre du Vietnam dans les années 1960, le président de Gaulle a vu où l'Amérique se dirigeait et a demandé aux États-Unis de payer leurs dettes envers la France en or.

Une monnaie adossée à l'or empêche les pays de dépenser l'argent qu'ils n'ont pas. Chaque fois qu'une nation a abandonné l'étalon-or ou l'étalon-argent, cela a entraîné une destruction de la monnaie.

Étant donné l'augmentation rapide de leurs déficits et dettes, les États-Unis auraient manqué d'or. Nixon n'avait pas l'intention d'équilibrer le budget en réduisant les dépenses. **Bien plus facile de fermer la fenêtre de l'or et d'ouvrir l'imprimerie, ce qu'il fit le 15 août 1971. Ce fut le début de la fin de l'empire américain et du système monétaire international.**

Après la décision fatale de Nixon, le quotidien chinois *The People's Daily* a écrit :

« Ces mesures impopulaires reflètent la gravité de la crise économique américaine ainsi que la décadence et le déclin de l'ensemble du système capitaliste ».

« Cela marque l'effondrement du système monétaire capitaliste supporté par le dollar américain. »

« La nouvelle politique économique de Nixon ne pourra sortir les États-Unis de la crise financière et économique. »

Il y a déjà 50 ans, la Chine avait prédit les conséquences des décisions américaines. C'est désormais au reste du monde de s'en rendre compte.

Depuis 1971, le dollar et toutes les principales devises ont chuté de 97 à 99 % en termes réels.

En termes réels, c'est-à-dire par rapport à l'or, qui est la seule monnaie stable de l'histoire.

THE CURRENCY RACE TO THE BOTTOM

GOLD PER OZ	1971	2000	2020	DROP IN CURRENCY 2000-2020	DROP IN CURRENCY 1971-2020
USA	USD 35	USD 288	USD 1685	83%	98%
UK	GBP 15	GBP 177	GBP 1358	87%	99%
GERMANY/EUR	EUR 65	EUR 286	EUR 1551	82%	95%
SWITZERLAND	CHF 148	CHF 458	CHF 1639	72%	90%
SWEDEN	SEK 182	SEK 2448	SEK 16770	85%	99%
CANADA	CAD 35	CAD 417	CAD 2368	82%	98%
AUSTRALIA	AUD 31	AUD 438	AUD 2673	84%	99%
JAPAN	JPY 12K	JPY 31K	JPY 184k	83%	92%
ARGENTINA		ARS 288	ARS 89k	99.99%	
VENEZUELA		VEF 180	VEF 377M	99.99%	GoldSwitzerland

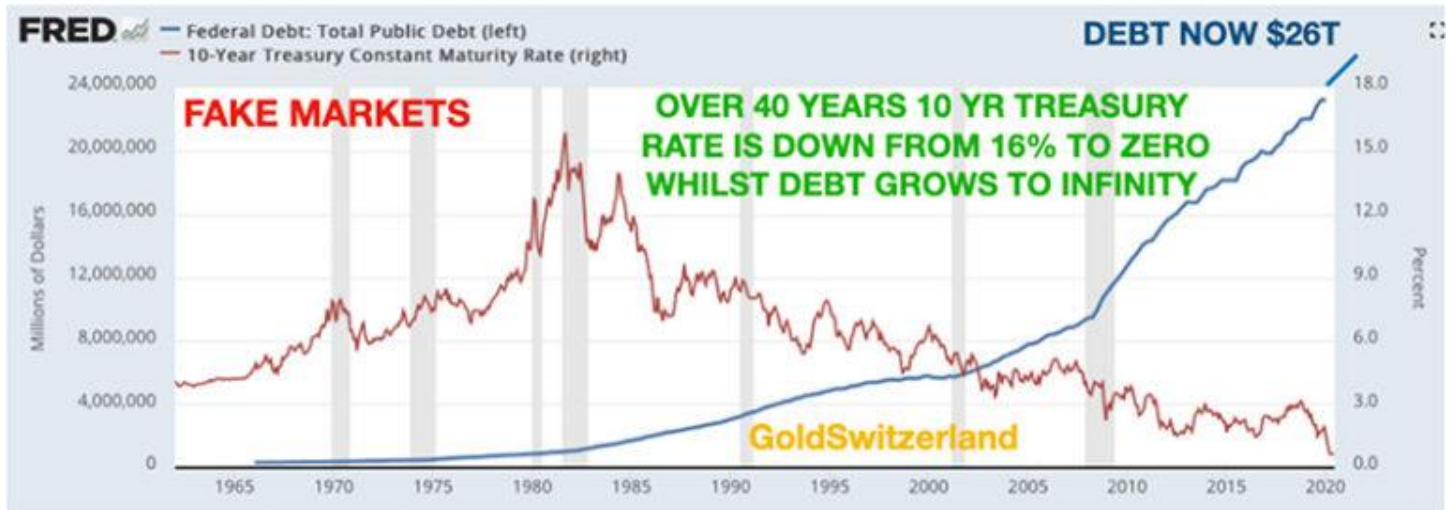
4. Manipuler tous les marchés

Il est impossible d'avoir des dettes et des déficits chroniques pendant un demi-siècle sans manipuler les marchés. Le gouvernement américain et la Fed sont habilement intervenus sur tous les marchés financiers, que ce soit les actions, les obligations, les taux d'intérêt, les devises, les produits dérivés ou l'or et l'argent.

Par conséquent, il n'y a pas de marchés réels aujourd'hui, ni de prix réels. C'est un casino dans lequel le gouvernement, avec l'aide de la Fed et de ses amis banquiers, contrôle pratiquement toutes les transactions et les prix.

Si nous regardons simplement les taux d'intérêt, c'est un parfait exemple de faux marchés.

MAXIMUM DEBT AND MINIMUM OR ZERO RATES DON'T ADD UP



Dans un marché régi par l'offre et la demande, l'écart entre les intérêts et la dette observé dans le graphique ci-dessus n'existerait pas. Une forte demande de dette ferait automatiquement monter le coût de la dette. Mais les lois naturelles ont été temporairement annulées par la Fed et le gouvernement américain. Comme ils peuvent créer une offre illimitée de fausse monnaie, ils peuvent simultanément fixer le coût de cet argent à zéro. Vu que l'argent ne vaut rien, il va de soi qu'il ne devrait rien coûter à emprunter.

Les gens ne comprennent pas que la plupart des biens qu'ils achètent avec ce faux argent ont peu de valeur intrinsèque, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou de biens immobiliers. **Lorsque la bulle implosera, les investisseurs auront un réveil très brutal, car tous les actifs de cette bulle perdront 90 à 100 % en termes réels.**

L'asservissement de l'argent infini

[Article original](#) de Brandon Smith, publié le 8 mai 2020 sur le site [alt-market](#)

Traduit par le blog <http://versouvaton.blogspot.fr>



L'expression « *Ne vous attaquez pas à la Fed* » est une illusion malheureuse mais populaire. Elle

présuppose que la banque centrale a un pouvoir illimité pour diriger l'économie parce qu'elle peut imprimer une monnaie en quantité illimitée. Je ne sais pas exactement d'où vient cette idée, mais il faut savoir que toute personne de moins de 30 ans aujourd'hui était à peine assez âgée en 2008 pour comprendre l'effondrement du crédit ou s'en soucier. Ces personnes ont passé leurs années de formation en ne connaissant que la stimulation et les QE. Dans leur esprit, c'est la norme, et ils pensent que cela fonctionne toujours parce qu'ils n'ont pas encore été témoins d'un effondrement.

Je dirais qu'une meilleure expression pour les années 2020 est « *La Fed ne va pas vous sauver* » ; la Fed n'est pas un super-héros et elle n'a pas le pouvoir ni le goût de protéger les petites gens contre la folie économique. Cela devrait être évident aujourd'hui, alors que la pandémie de COVID-19 continue de se propager et que la banque centrale ne semble pas pouvoir la guérir avec un assouplissement quantitatif.

Ma position a toujours été que la Fed n'a aucune intention de sauver l'économie, mais seulement de faire croire qu'elle s'en soucie. Cela est évident dans le fait qu'ils ont créée *ex-nihilo* la « [bulle de Tout](#) » avec des années de taux d'intérêt proches de zéro, puis qu'ils ont brusquement fait monter les taux d'intérêt jusqu'à l'affaiblissement économique, tout comme ils l'ont fait pendant la Grande Dépression. Il a suffi de quelques hausses de taux pour que les marchés boursiers plongent en décembre 2018 ; les liquidités se sont tariées et les marchés « *repo* » de prise en pension sont devenus instables. Jerome Powell savait parfaitement que ce serait le résultat ; il en a ouvertement [discuté](#) dans le compte-rendu du Comité fédéral de l'open market en octobre 2012.

La Fed a ignoré la dégradation des conditions économiques de la dette [nationale](#) historique, de la dette des [entreprises](#) et de la dette des [consommateurs](#), tout en affirmant que l'économie américaine était « *forte* » et « *en reprise* » dans son évaluation du livre beige. Les élites financières mentaient. Elles savaient qu'elles mentaient et que le système était sur le point de s'effondrer. Ce dont elles avaient besoin, c'était d'un événement qui couvrirait le crash qu'ils avaient créé, et voilà que la coïncidence « *chanceuse* » de l'épidémie de coronavirus apparaît.

Aujourd'hui, les masses et les principaux médias financiers vont oublier toute la préparation du krach. Le fait que les banques centrales aient déclenché cet effondrement sera éclipsé par la pandémie, et le virus sera blâmé pour tout – aux côtés du nationalisme, des conservateurs, des « *égoïstes* » qui veulent leurs libertés et défient le confinement, etc.

Certes, le confinement est le dernier clou du cercueil de l'économie, mais c'est la Fed qui a creusé la tombe. Pour l'instant, les mesures de relance de la Fed ne font rien d'autre que retarder la chute libre des marchés boursiers ; le reste de l'économie est terminé. La Fed le sait, mais le public ne le voit pas encore.

Avec le mot « *réouverture* » dans l'esprit de tout le monde en ce moment, les espoirs sont grands, mais c'est un faux espoir. Selon les schémas de gestion de la pandémie [élaborés](#) par les élites elles-mêmes, le plan consiste à utiliser une sorte de « *théorie des vagues* » selon laquelle l'économie serait rouverte pendant une courte période – peut-être un mois – puis refermée pendant deux mois supplémentaires. L'objectif est de provoquer la propagation du virus au cours de ce mois et d'utiliser ensuite le pic des infections et des décès comme excuse pour tout fermer à nouveau. Le public ne semble pas être au courant de ce plan, même s'il est ouvertement admis.

Les prochains confinements généralisés auront probablement lieu en juin. Certains endroits aux États-Unis ne rouvrent pas du tout. Cela provoquera une ruée des habitants des zones à forte population vers les zones rurales, qui chercheront à échapper aux restrictions, même si ce n'est que pour une semaine ou deux. Les infections augmenteront alors en flèche dans des endroits qui étaient autrefois exempts de transmissions communautaires.

La logique sera alors en place pour appliquer des restrictions encore plus sévères.

Lorsque le confinement sera rétabli, la population américaine va devenir folle. Ils pensent que la crise est presque terminée ; ils n'ont aucune idée qu'elle ne fait que commencer.

Les appels à des mesures de relance illimitées se multiplient au lendemain de la catastrophe. Les plans de sauvetage des petites entreprises ont échoué lamentablement, se tarissant en moins de deux semaines avec seulement 4 % des demandes de prêts représentant 45 % de l'argent total mis à disposition par le programme gouvernemental. La deuxième série de sauvetages suivra probablement la même tendance. Le problème est que l'économie était déjà dans une situation difficile avant la pandémie ; tout le monde a besoin d'argent maintenant. Le trou noir de la dette est à jamais affamé.

Mais qu'en est-il des 6 000 milliards de dollars de relance que la Fed a déjà générés ? Eh bien, ils sont allés principalement au Trésor américain et aux grandes entreprises, pas aux petites, même si les petites entreprises emploient environ 50 % des travailleurs américains. Voici donc ce qui est sur le point de se produire...

Une grande partie des petites entreprises va fermer définitivement. Les gens ne retourneront plus faire leurs courses en masse comme avant, car l'Américain moyen se rend compte aujourd'hui que ses ressources sont limitées. L'état d'esprit de la facilité d'achat est désormais dépassé, car les gens seront plus enclins à mettre de l'argent de côté « *au cas où* ». Les inquiétudes persistantes concernant le virus vont probablement étouffer tout retour à la normalité. C'est exactement ce qui s'est passé en Géorgie, l'un des premiers États à avoir rouvert ses portes, car les entreprises [étouffent](#) encore en attendant le retour des clients.

Elles vont essayer de tenir le coup jusqu'à la réouverture, mais sans un flux régulier d'argent de la part du gouvernement, elles ne dureront pas. Les appels à des renflouements réguliers vont se multiplier. En outre, les chèques de relance aux particuliers sont également tombés à plat, car un certain nombre de personnes continuent d'attendre l'aide. Lorsque l'aide arrivera enfin, ces chèques permettront d'éviter les crises personnelles pendant un mois ou deux. D'ici la fin juin, lorsque la réalité commencera à s'imposer, je m'attends à voir un véritable désespoir chez les Américains à faible revenu.

Les mesures de relance peuvent nous faire gagner quelques mois, mais avec l'environnement de stagflation dans lequel nous nous trouvons, le revenu de base universel aura un effet limité à long terme.

À mesure que les prix des produits de première nécessité augmenteront, les mesures de relance gouvernementales permettront d'acheter de moins en moins. Et plus la Fed continuera à imprimer, plus l'inflation sera importante dans certains secteurs de l'économie. Le gouvernement pourrait essayer d'introduire un contrôle des prix, mais cela entraîne généralement un ralentissement de la production, car il n'y a pas d'incitations et le prix de revient dépasse tout profit possible. Les salaires vont diminuer de façon spectaculaire et le chômage va monter en flèche. Le gouvernement ne proposera qu'une seule option : la nationalisation de toutes les industries essentielles.

C'est ce qui se produit lorsque toute l'activité économique est centralisée sous le contrôle des gouvernements et des banques centrales. Il est impossible d'éviter les conséquences.

Le citoyen moyen sera réduit à un statut proche du tiers monde, attendant désespérément chaque mois un chèque du gouvernement pour lui permettre à peine de survivre. Les protestations contre les loyers deviendront monnaie courante, ce qui signifie que les propriétaires immobiliers et fonciers devront soit trouver une solution de rechange avec les locataires, soit vendre les biens qu'ils ne peuvent pas se permettre d'entretenir. Je pense que l'effondrement culminera à la fin de cette année et au début de 2021.

Les mesures de relance de la Fed sont une impasse, une non-solution. La possibilité d'imprimer de l'argent en quantité illimitée présente encore des avantages limités. Elle ne tient pas compte de l'augmentation des coûts de production, ni de l'inflation des biens nécessaires, ni des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des arrêts de production dus à la pandémie. Aucun système d'impression de monnaie dans l'histoire n'a jamais réussi à résoudre une crise économique. Pas une seule fois. Au mieux, cela peut ralentir l'effondrement pendant un certain temps, mais pas l'arrêter.

La véritable réponse au problème est une chose que les élites bancaires ne reconnaîtront jamais : la décentralisation et la localisation. Une production localisée, des économies indépendantes et autonomes dans lesquelles le commerce et la fabrication sont encouragés au niveau local, sans parler des recettes locales soutenues par les produits de base, ainsi que de l'or et de l'argent comme alternatives monétaires ; tout cela peut créer des redondances dans les villes, les comtés et les États, ce qui pourrait les sauver des catastrophes au niveau national et mondial. Ce qui est triste, c'est que les gens n'envisageront ces solutions que lorsqu'ils seront déjà enlisés dans le crash.

Les communautés qui mettent en œuvre de telles mesures seront attaquées par *l'establishment*, et cela ne fera que confirmer pour nous que c'est la véritable solution. Vous n'êtes pas autorisé à vous sauver, vous êtes seulement autorisé à vous asseoir et à attendre les secours. La machine à stimuler nous conduit à l'esclavage ; et nous sommes censés en rester dépendants même si elle nous entraîne dans une pauvreté sans fin. Le but de l'argent infini n'est pas de protéger le système économique ; le but de l'argent infini est de faire s'effondrer le système et de transformer un marché autrefois libre en une plantation féodale.

«Great Reset. Vote écolo termine en vélo! Quota carbone individuel et fin des avions ! »

par [Charles Sannat](#) | 3 Juil 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

On va rire, mais on va rire mes amis, chaque jour un peu plus.

N'oubliez pas, 20 minutes de rire quotidien c'est excellent pour la santé.

La vôtre et donc celle de la planète.

Tout le mois de juillet je vais vous parler de cette histoire de « great reset », pour vous aider à y voir plus clair, et en définir le contour.

Qu'est-ce qu'il recouvre, qu'est-ce qu'il signifie, qu'est-ce qu'il implique évidemment pour nos vies quotidiennes, que cache-t-il aussi ? Autant de questions aussi fascinantes que passionnantes auxquelles nous allons apporter les réponses.

En attendant, voici que les Khmers verts qui nous dirigent, veulent diriger nos vies et savent mieux que nous ce qui est bon pour nous. Ils ont décidé que les billets d'avion à 10 euros c'est terminé, et que d'ailleurs les vols en avion c'était aussi terminé.

Terminé.

Fini.

Terminé les tours du monde à pas cher et les allers retours Paris-Venise à 40 euros (à condition de partir de Beauvais).

Car ce qu'a dit Delphine Batho est très lourd de sens.

« On doit organiser la réduction du trafic aérien, car le transport aérien n'est pas compatible avec la transition ».

Taxe ou quota ?

Les taxes ce n'est pas bien pour les pauvres... Ben pensez donc, vous la voyez l'histoire, le beau storytelling politique, et aussi la belle enfumade ?

Non ?

Je vous traduis la pensée mamamouchesque tendance Khmers verts et psychopathe pervers écolo.

Une taxe c'est pas jûûûûste (à dire en bêêêêlant) car cela pénalise les gentils pôôôôôvres (nous). Alors que les riches (eux) peuvent payer toutes les taxes et continuer à voyager et polluer.

D'où cette idée lumineuse (naturellement à base de lucioles) de quota carbone. C'est juste un quota carbone, c'est égalitaire. On met tous de côté un peu de quota, et hop, on part voyager après avoir économiser du carbone.

Mais cela ne se finira pas comme cela. Je vous raconte la fin de l'histoire. Ce qui est bien avec les quotas que l'on met de côté surtout pour nous les pauvres, c'est qu'on pourrait même nous proposer de les revendre aux riches (eux), comme cela, on va créer de toute pièce un marché du quota carbone. Avec des intermédiaires qui prendront leurs commissions, paieront des impôts et des taxes.

Les pauvres seront contents car ils pourront revendre leurs droits à voyager.

Les riches seront contents car ils pourront voyager (sans payer de taxes).

Les intermédiaires seront heureux surtout le CarBandB (le Rbnb du carbone dont je viens de déposer le nom ainsi que le concept de bourse d'échange des quotas carbone lié à l'aérien à l'INPI rien que pour emmerder les riches) car ils pourront se gaver.

L'Etat sera content car ils se gavera.

Et vous ?

Vous serez en vélo, car le comble du dé-progrès c'est de tous rouler en vélo, d'ailleurs le nouveau maire de Bordeaux vient de dire qu'il allait interdire la voiture à Bordeaux.



et article, avait pour objectif de vous faire visualiser l'offensive écolo, la matérialisation de la « transition énergétique » dans nos vies.

La transition est violente.

Sauver la « planète » c'est violent, et cela nécessite des actions, des stratégies qui vont casser notre économie, détruire nos équilibres actuels, laminer nos habitudes de vie.

Le Great Reset est vraiment great dans le sens de grand.

Grand, dans la mesure où ce reset, ne sera pas que financier, il va impacter toute votre vie, toutes nos vies, d'une manière absolument considérable.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

40 % des Franciliens en télétravail ne veulent pas retourner travailler !

Depuis le déconfinement, 4 Franciliens sur dix sont toujours en télétravail et cela commence à créer du désespoir chez les mamamouchis du MEDEF...

Et oui, »on » veut pas y retourner au turbin !!!

Selon une étude du cabinet de conseil Inov360 relayée par 20 Minutes , un mois après le confinement, 41 % des Franciliens étaient encore en télétravail.

Autre élément apporté par cette étude : « 31 % des Franciliens prennent moins les transports en commun . Dans le détail, 20 % des Parisiens, 37 % des habitants de la Petite couronne et 40 % de ceux de la Grande couronne déclarent utiliser moins voire plus du tout les transports en commun pour leurs trajets domicile-travail au profit de la voiture, du vélo ou de la marche ».

Je ne veux plus retrouver l'ambiance moisie du bureau entre le manager psychorigide sur les procédures et les collègues fayots et tordus qu'il faut supporter à la machine à café en faisant les risettes de rigueur (je sais je suis naturellement acariâtre).

Je ne veux plus prendre le métro et me tenir à la barre gluante, répugnante et dégueulasse pleine de coronavirus, de gastro et autres miasmes immondes.

Je ne veux plus vivre dans cette ville sale où les rats courent et pullulent par millions.

Je veux vivre à la campagne, avec de l'espace, de la verdure, une perspective et me sentir libre...

Du coup, les Franciliens achètent des maisons à la campagne et ceux qui en avaient une ne veulent plus en partir.

Bien fait pour la ville.

Elle est obsolète.

Tu préfères quelle vie ?

Celle de cette photo ?



Ou celle-là ?



« La question elle est vite répondue ! »

Charles SANNAT

La Chine se prépare à être coupée du système de paiement en dollars !

par [maQiavel](#) mercredi 24 juin 2020 Agorasvox

Ce mardi 23 juin, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine pourrait bientôt s'étendre sur les devises puisque les Américains envisagent d'interdire à Pékin de commercer en dollar. Face au risque que Washington écarte Pékin de toute une partie de l'architecture mondiale des paiements en devises américaines, le régulateur financier chinois veut que la Chine se prépare à être coupée du système de paiement en dollars. Le sujet est abordé par Benaouda Abdeddaïm dans sa chronique dans l'émission Good Morning Business présentée par Christophe Jakubyszyn sur BFM.

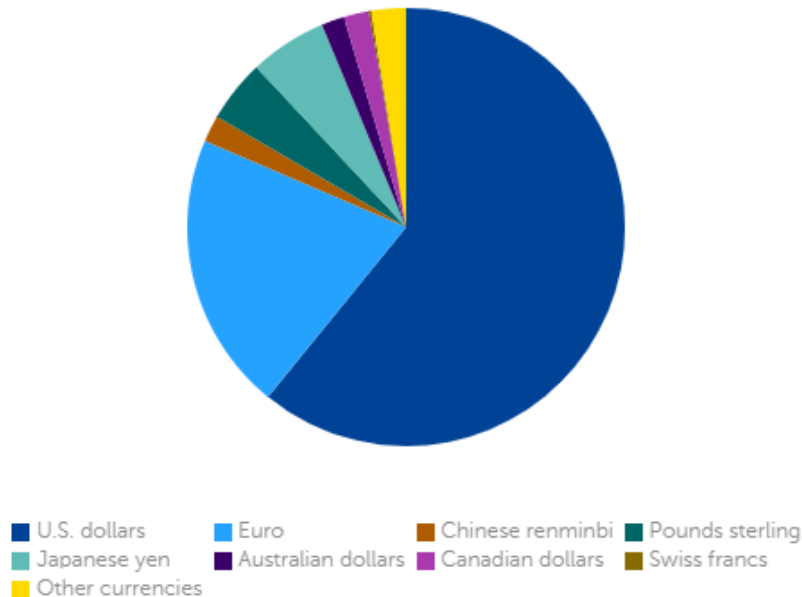
La domination sans partage du dollar



Malgré tous les efforts de la Russie, de la Chine, de l'Iran et d'autres pays pour s'affranchir de leur dépendance envers le dollar américain, malgré les appels du FMI et d'autres organismes internationaux à développer une monnaie mondiale alternative pour remplacer le dollar, malgré une contestation de l'hégémonie du dollar qui est de plus en plus forte (la part du dollar dans les réserves de change des banques centrales représentait 71,5% à la fin 2001 et 62 % en 2009), le dollar reste l'hyper-monnaie mondiale qu'il est depuis plus de cinquante ans.

Selon les derniers chiffres de [l'international Monetary Fund](#), le billet vert représente aujourd'hui 60,89 % des avoirs des banques centrales, son minimum depuis 20 ans. Cependant, même si sa part a chuté, cette proportion reste sans commune mesure avec la taille de l'économie américaine, qui ne représente plus qu'environ 20 % de l'économie mondiale. L'euro pointe à la deuxième position (20 %), très loin devant le yen japonais (5,7 %) et la livre sterling (4,62 %).

World - Allocated Reserves by Currency for 2019Q4



Mais pour vraiment prendre la mesure de l'ampleur de la puissance de la devise américaine, il faut noter que près de 87 % des transactions quotidiennes en devises étrangères sont effectuées en dollars américains. Sur le marché des changes, le dollar règne. Et comme les États-Unis peuvent intervenir sur les transactions en dollars (toute transaction effectuée en dollars doit être compensée sur le sol américain), les canaux de paiement s'en retrouvent fortement dépendants de la puissance américaine, ce qui lui donne un levier de contrôle qui constitue un atout stratégique considérable : être exclu du réseau interbancaire SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication, société détenue par les grandes banques mondiales, qui est destinée à remédier aux inconvénients des flux papier, dont le siège se situe en Belgique mais qui est essentiellement contrôlé depuis les Etats unis, plus de 11.000 institutions financières de 200 pays y sont connectées) [comme c'est le cas de la banque centrale iranienne](#) et d'autres organismes iraniens, équivaut à une mise à mort financière. Washington a donc le pouvoir de couper l'accès au système de paiements international à des États qui ne se soumettent pas à son diktat.

Les contre-mesures chinoises ...

Constatant que quasiment toutes les transactions mondiales passent par le réseau américain, les dirigeants chinois ont construit leur propre réseau de transactions bancaires « CIPS » (concurrent chinois de Swift). Ils accélèrent également l'internationalisation de la monnaie nationale, pour qu'elle soit pleinement échangée sur les marchés des changes mondiaux et que le yuan soit en position de concurrencer le dollar en tant que monnaie

mondiale. [La Bundesbank a pris la décision l'été 2017 qu'elle allait dorénavant incorporer le yuan dans ses réserves de change](#), une manière de reconnaître la puissance croissante de la Chine. Ce fut aussi le cas [lorsque le FMI a décidé d'intégrer le yuan](#) dans le panier de ses monnaies de réserve à l'automne 2016. Cela constitue pour la puissance chinoise un franc succès symbolique, la portée du geste étant autant technique que politique. Le yuan chinois est la 6e devise la plus utilisée du monde et est de plus en plus utilisé par les institutions financières dans le cadre de paiements internationaux.

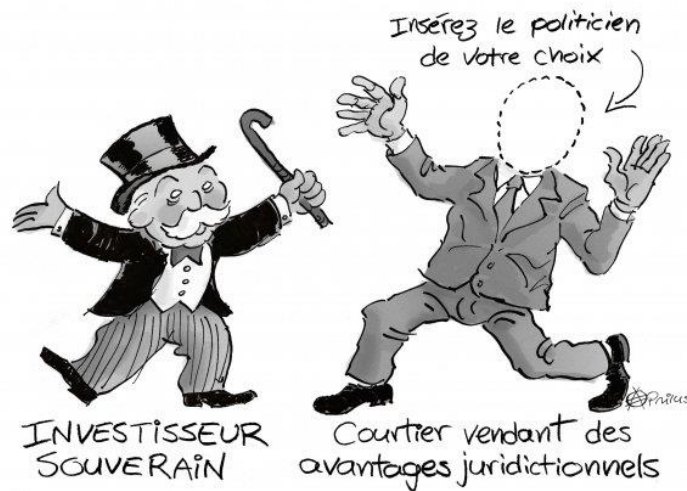
... mais qui ne suffisent pas

Cependant, si l'Empire du milieu est devenu la deuxième économie de la planète et la première puissance industrielle, le yuan ne constitue que 1,96 % des avoirs des banques centrales. La monnaie chinoise est encore marginale dans le système mondial.

Un pays dont la monnaie est utilisée internationalement doit posséder un marché financier liquide et vaste car ces critères reflètent les préférences des investisseurs et des banques centrales. Et pour atteindre cet objectif, il doit libéraliser et déréglementer ses marchés financiers afin de faciliter la mobilité des flux de capitaux et mettre à disposition des prêteurs et des emprunteurs une gamme importante d'instruments financiers.

Or, ce modèle libéral s'oppose au modèle dirigiste Chinois qui est l'héritier d'une longue tradition de construction bureaucratique. Le modèle chinois est celui d'une économie de marché dirigée par un Etat stratège développeur à la tête duquel se trouve le gouvernement et le parti communiste chinois qui fixe les grands objectifs et met en place les cadres institutionnels. Le pilotage des marchés par le gouvernement joue donc un rôle déterminant dans ce capitalisme dirigé. Ce modèle dirigiste qui a fait des merveilles dans l'accomplissement du programme de modernisation industriel peut s'avérer un obstacle infranchissable lorsqu'il s'agit de l'internationalisation du yuan. En effet, la propension chinoise à intervenir sur les marchés financiers, à encadrer strictement les taux de change (Pékin ne veut pas qu'un yuan fort bride la machine à exporter), à contrôler les capitaux (des restrictions concernant les mouvements financiers entrants ou à destination de l'étranger ont été mises en place après la dévaluation-choc du yuan en 2015, qui provoqua une fuite des capitaux à l'étranger) a pour conséquence que le marché financier chinois est peu attractif pour les investisseurs.

Les dirigeants chinois pourraient décider de réduire leurs interventions, d'ouvrir leur marché financier et de permettre au taux de change d'évoluer selon le marché, seulement cela créera de nouvelles vulnérabilités : la perte du contrôle de ses flux financiers signifierait pour Pékin que son taux de change deviendrait tributaire des décisions des investisseurs et des chocs de confiance liés aux crises économiques et financières, ce qui aurait pour conséquence une perte de contrôle politique et une perte d'autonomie qui mènerait à la constitution de rapports de dépendance avec les centres financiers occidentaux. Être la plus grande monnaie de réserve n'est pas forcément une sinécure.



La configuration internationale met la classe dirigeante chinoise face à un dilemme cornélien : comment s'émanciper du dollar sans faire du Yuan une monnaie de réserve, ou si cela n'est pas possible, comment faire du Yuan une monnaie de réserve sans s'engager dans une politique de libéralisation et de dérégulation financière qui obligerait la Chine à établir des relations asymétriques avec des marchés transnationaux qui la domineraient ? Et tout cela en tenant compte du fait que même lorsque les marchés financiers chinois seront suffisamment libéralisés et dérégulés, rien ne garantit que le yuan soit préféré au dollar

Conclusion

Le système monétaire international semble s'acheminer lentement vers une structure un peu plus "oligopolistique" dans laquelle le dollar resterait dominant mais concurrencé par d'autres monnaies. Cependant, sauf effondrement systémique brutal des Etats unis, aucune monnaie n'est près de remplacer le dollar, les transitions sont longues pour les grandes monnaies de réserve, l'ascension monétaire se révélant beaucoup plus lente que l'ascension économique, le remplacement de la livre sterling par le dollar a pris plusieurs décennies et deux guerres mondiales. Le rôle dominant du dollar ne résulte plus tant aujourd'hui de ses qualités propres que de l'absence de concurrents crédibles.

Source :

<https://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/audio/benaouda-abdeddaim-le-regulateur-financier-veut-que-la-chine-se-prepare-a-etre-coupe-du-systeme-de-paiement-en-dollars-2306-517862.html>



Les investisseurs se sentent à nouveau à l'épreuve des balles

Dan Amoss 2 juillet 2020 *The Daily Reckoning*



Les investisseurs ignorent les pires données économiques et financières depuis 2008. Ils ont accumulé des actifs à risque dans l'espoir que la situation revienne bientôt à la normale.

Mais même si nous espérons tous un retour aux conditions économiques d'avant le virus, il existe de nombreuses raisons pour lesquelles l'environnement des actions ne reviendra pas à la normale pendant une grande partie de l'année 2020.

La première raison est que les bilans des entreprises étaient faibles au moment du crash du coronavirus. Les grandes entreprises ont pleinement profité des mesures d'urgence prises par la Fed en mars pour émettre un raz-de-marée de nouvelles obligations d'entreprises en avril et mai. Cela a permis d'augmenter les liquidités et d'éviter la faillite de nombreuses entreprises.

La plupart des entreprises n'utiliseront pas l'argent qu'elles ont récolté grâce à la vente d'obligations d'entreprises pour agrandir leurs installations ou embaucher. Au contraire, elles se préparent à un long ralentissement en levant des liquidités à des conditions favorables.

Les soldes de trésorerie des entreprises peuvent être plus élevés, mais les soldes de dette des entreprises le sont aussi. Les entreprises qui prennent de telles mesures de financement ont tendance à rester sur la défensive pendant des années après avoir passé en mode de redressement du bilan.

Une deuxième raison pour laquelle les conditions des actifs à risque ne reviendront pas à la normale pendant une grande partie de l'année 2020 est qu'un cycle de défaillances d'entreprises a commencé. Des ménages comme J.C. Penney et Hertz ont déjà fait défaut. Mais d'autres défaillances sont en cours.

Avec autant de sociétés insolvables dans les secteurs du pétrole, du commerce de détail, de la restauration, de l'hôtellerie, des compagnies aériennes et (éventuellement) des immeubles de bureaux de grande hauteur, le taux de défaillance des entreprises restera très élevé dans les mois à venir.

Ce contexte justifie des valorisations boursières inférieures à la normale. Mais au lieu de cela, le sentiment haussier du marché est plus euphorique que jamais, et les valorisations ont atteint des sommets presque historiques au moment même où le flux de bénéfices qui soutient le marché s'est effondré.

Les investisseurs se sentent une fois de plus à l'abri des balles, extrêmement confiants que le marché baissier est terminé parce que "la Fed assure leurs arrières".

Mais quelle entité soutient réellement les investisseurs ? Qu'est-ce qui les soutient ?

Ce n'est pas la Fed directement, car elle n'achète pas d'actions. La Fed est déjà sur la corde raide politique en achetant une petite quantité d'obligations d'entreprises. C'est une démonstration de force pour tenter de raviver l'appétit pour le risque. La Fed préfère voir les investisseurs du secteur privé acheter des actifs risqués plutôt que de prendre le risque politique d'acheter eux-mêmes des actifs risqués

Ce ne sont pas les rachats d'entreprises, qui seront des centaines de milliards de dollars plus légers en 2020 qu'en 2019

Ce ne sont pas les investisseurs étrangers, qui sont déjà bourrés d'actions américaines après les avoir accumulées pendant des années

Et ce ne sont pas les investisseurs institutionnels, dont la plupart ont des mandats stricts pour rééquilibrer les actions et les obligations lorsque les actions surperforment.

Voici ce qui, en fin de compte, "a le dos" des investisseurs haussiers : l'offre d'argent frais qui provient d'autres investisseurs haussiers.

Ces derniers temps, une grande attention médiatique a été accordée à une nouvelle génération de day traders qui utilisent des versions modernes des "forums de discussion" Internet des années 1990 pour partager des idées commerciales.

La qualité de ces idées est extrêmement faible, comme le montre la récente frénésie pour les actions en faillite comme Hertz qui ne valent manifestement rien et les actions en difficulté comme American Airlines qui pourraient facilement ne rien valoir d'ici la fin de 2020.

Néanmoins, une idée temporairement populaire (aussi peu étudiée soit-elle) peut avoir des effets démesurés sur les prix du marché.

Pourquoi en est-il ainsi ?

Je pense que c'est la combinaison d'une faible profondeur dans les carnets de commande de nombreuses actions et des boutiques de trading à haute fréquence (HFT) qui sont les premières à s'intéresser à la frénésie des commerçants de détail.

Lorsque les courtiers en ligne sont passés à un modèle commercial sans commission, à la suite du pionnier Robinhood, le rythme des mini-spikes et des krachs des actions individuelles a semblé se multiplier. C'est parce que les HFT payent les courtiers sans commission pour le "flux d'ordres".

Le paiement du flux d'ordres n'a pas seulement pour effet d'anticiper les ordres des investisseurs de détail, il fournit également des informations sur le marché aux boutiques HFT et à d'autres négociateurs basés sur des algorithmes.

Cette génération de "day traders" de détail pourrait exercer une influence beaucoup plus puissante sur les prix des actions qu'on ne le pense généralement. Le pouvoir d'achat des traders de détail a été multiplié par l'évolution du système commercial.

Il en va autrement : Les prix du marché de nombreuses actions sont fixés par les investisseurs les moins informés et les moins expérimentés, car leur pouvoir d'achat est amplifié par les achats de HFT.

Si l'on combine ce phénomène avec la tendance à l'investissement passif (indexation et ETF), on obtient un marché qui est principalement dirigé par des investisseurs mal informés.

Prenons le cas de la société allemande de technologies de paiement Wirecard...

Depuis des années, une longue liste de vendeurs à découvert soutiennent de manière convaincante que la Wirecard est une fraude comptable. Pourtant, il a fallu un ensemble spécifique de catalyseurs (dont l'auditeur de Wirecard qui a finalement fait son travail) pour révéler la fraude qui se cachait sous la surface.

Pendant tout ce temps, les investisseurs particuliers, les investisseurs institutionnels, les investisseurs indiciels et même les autorités de régulation du gouvernement allemand ont choisi soit de ne pas comprendre les actions qu'ils détenaient, soit de les défendre contre les critiques valables des vendeurs à découvert.

En septembre 2018, Wirecard, société cotée en bourse en Allemagne, avait une capitalisation boursière de 23 milliards d'euros, son plus haut niveau historique. Il est probable qu'elle ne vaudra plus rien dans un avenir proche.

Je mentionne cette affaire non pas pour laisser entendre que les fraudes comptables de type Wirecard sont partout, mais pour souligner ce point : Lorsqu'une masse critique d'investisseurs pensent tous de la même façon, une entreprise perçue comme valant des milliards un jour peut être perçue comme ne valant presque rien le lendemain.

À son apogée, Wirecard ne pouvait pas faire de mal aux yeux de ses actionnaires et de ses défenseurs. La confiance s'est certainement accrue lorsque les actionnaires ont vu que les régulateurs financiers allemands "couvraient leurs arrières" contre les revendications de vendeurs à découvert soi-disant malfaisants.

Le cas tragique de Wirecard s'applique au marché actuel, dirigé par les traders, pour de nombreuses actions individuelles, parce que de nombreuses actions populaires ont été gonflées par le sentiment d'écho-chambre. La croyance quasi universelle selon laquelle la Fed "assure mes arrières" fait partie de la chambre d'écho.

Mais là encore, la seule véritable entité qui assure ses arrières (pour l'instant) est l'offre d'argent frais qui provient d'autres investisseurs haussiers. Pourtant, cette offre, qui inclut la pression d'achat des HFT, peut se transformer en un centime une fois que la dynamique aura changé.

C'est un message que j'ai déjà transmis, mais qui mérite d'être répété : Les haussiers de la bourse ont tendance à penser de la même façon. Ils se synchronisent. Ainsi, lorsque l'humeur change brusquement et que les haussiers deviennent prudents, les prix peuvent chuter brutalement.

Dans son livre *Aftermath*, Jim Rickards explique le concept d'"hypersynchronicité". Il s'agit d'un état du marché dans lequel la plupart des acteurs ont des stratégies et des attentes similaires dans les mois qui précèdent les krachs.

La pensée de groupe et le comportement grégaire sont omniprésents à l'approche du sommet d'un marché. Un nombre instable d'investisseurs s'est regroupé dans une classe d'actifs. Ces investisseurs espèrent vendre à d'autres investisseurs qui peuvent avoir une philosophie similaire mais qui ont un appétit pour le risque encore plus grand.

L'environnement boursier de la mi-février 2020 est apparu comme très hypersynchrone. Et l'environnement boursier actuel semble très hypersynchrone.

Un marché boursier efficace et stable nécessite un ensemble d'acteurs ayant des philosophies et des points de vue différents. Si la plupart des acteurs du marché ont adopté des stratégies et des transactions similaires, vous pouvez vous retrouver avec un marché qui atteint des sommets sans précédent tout en devenant de plus en plus fragile.

"Les marchés sont maintenant confrontés à un mélange mortel de passivité, de prolifération de produits, d'automatisation et de réactions comportementales hypersynchrones", écrit Jim dans Aftermath. "Cette accumulation de facteurs de risque est entièrement nouvelle et hors de l'expérience de tout commerçant ou quant".

Les traders et les quants n'ont aucun analogue historique qui puisse s'intégrer parfaitement dans leurs modèles de trading automatisé. La plupart des quants reconnaissent ce manque d'analogues historiques, et compensent donc en ajustant constamment les entrées de leurs modèles pour qu'ils correspondent à ce qui a fonctionné dans l'histoire récente.

Avec un tel nombre de quants qui se précipitent sur les tendances qui "marchent", le résultat final est une réflexion de groupe à grande échelle. La pensée de groupe atteint un stade critique lorsque les investisseurs ont des stratégies et des attentes dangereusement similaires.

Si un nouveau facteur surprenant - une deuxième vague de cas de coronavirus ou un tremblement de terre du système monétaire comme la dévaluation de la monnaie chinoise - fait que les attentes changent soudainement dans un marché hypersynchrone, alors nous ne devrions pas être surpris de voir un crash.

L'offre apparemment implacable de la plupart des actions peut soudainement se relâcher. Bien qu'il semble parfois inutile d'effectuer des transactions à la baisse, je suis convaincu qu'elles seront précieuses pour couvrir votre portefeuille contre les pertes si un marché hypersynchrone passe d'une bulle à un krach.

Et cela semble de plus en plus probable.

Les hauts fonctionnaires protégeront leur train de vie avec votre argent

rédigé par [Eric Verhaeghe](#) 3 juillet 2020

Les hauts fonctionnaires sont bien décidés à ne rien lâcher sur leur train de vie, fussent-ils vous saigner à blanc à coups d'impôts. Cette détermination émerge de façon évidente du dernier rapport de la Cour des Comptes sur la trajectoire future des finances publiques. Tenez-vous le pour dit.



Les hauts fonctionnaires ne lâcheront rien, en particulier pour tout ce qui touche à leur argent et leur train de vie, soyez-en bien conscient ! Pour mesurer l'ampleur des dégâts, il faut lire [entre les lignes du rapport de la Cour des Comptes](#) que la presse grand public a abondamment cité, après l'avoir lu au premier degré.

Une trajectoire des finances publiques calamiteuse

Il est vrai que ce premier rapport de la Cour des Comptes sous l'ère Moscovici n'est pas piqué des vers. Il annonce une tragédie nationale avec le détachement froid du chirurgien qui exhibe une tumeur cancéreuse à ses étudiants en médecine.

Selon toute vraisemblance, donc, la dette publique de la France aura grimpé de 20 points de PIB d'ici à la fin de l'année. La Cour évoque un déficit de la Sécurité sociale de 100 milliards ! Du jamais vu...

La Cour s'est même offert le luxe d'aller plus loin [en imaginant des scénarios de finances publiques pour les années à venir](#). Si une reprise rapide intervient, la Cour considère qu'il faudra 10 ans pour revenir à la situation de 2020... c'est-à-dire à une dette qui flirte avec les 100% de PIB, performance déjà très mauvaise et très loin des critères de Maastricht.

En revanche, si la reprise tarde, la Cour projette des chiffres dignes de l'enfer, avec une dette publique dans 10 ans qui atteindrait 130, voire 140 points de PIB.

On le voit, nous vivons un vrai moment historique où nous devons décider si nous fournissons l'effort de redressement, ou si nous continuons à geindre sur la précarité de la vie sans réagir.

Les hauts fonctionnaires ont tranché pour vous

Comme les journalistes qui ont relayé cet inquiétant rapport l'ont lu en diagonale et sans recul, ils n'ont pas noté deux points essentiels dans son contenu. Peut-être les deux seuls points vrais à relever.

Le premier point est que la Cour ne propose pas de doctrine claire pour sortir du marasme. Traditionnellement, sous Didier Migaud, la Cour expliquait méticuleusement qu'il fallait baisser les dépenses publiques pour redonner du souffle au pays.

Ce mantra n'est plus de mise sous Moscovici. La nouvelle doctrine dit au contraire que le pouvoir peut choisir entre baisser les dépenses, augmenter les recettes ou faire de l'inflation.

Il ne s'agit pas encore d'un revirement de jurisprudence ou de doctrine, mais d'un premier jalon posé dans une relégitimation officielle de l'impôt, dont on n'a pas oublié que Moscovici fut un adepte sans concession, et dont on sait qu'il compte de nombreux soutiens dans la haute fonction publique.

Le deuxième point est que [Bercy a consciencieusement répondu au rapport](#), et la lecture de cette réponse, placée en fin de document, vaut son pesant de cacahuètes à qui sait la lire en la décodant.

D'abord, Bercy remercie la Cour de ne plus soupçonner des « sous-budgétisations », c'est-à-dire un maquillage des comptes. Bercy assure même la Cour d'un travail constant de « sincérisation » du budget. Autrement dit, Bercy jure ses grands dieux que tout est fait pour que les comptes de l'Etat soient le reflet de la réalité.

Les chefs d'entreprise qui passent chaque année devant leur commissaire aux comptes rêvent !

Surtout, les ministres bercyens qui signent cette réponse expliquent sagement qu'ils ont bien lu et bien compris le rapport de la Cour. Ils assurent qu'ils en tireront toutes les conséquences : soient ils baisseront les dépenses, soient ils augmenteront les impôts.

Et hop ! le tour est joué.

Les hauts fonctionnaires vous saigneront aux quatre veines !

Tout ceci me rappelle les propos qu'un haut fonctionnaire de Bercy me tenait l'an dernier durant la crise des gilets jaunes.

Selon lui, il y avait deux France : celle des gilets jaunes, qui ne voulait plus faire d'efforts. Et celle des hauts fonctionnaires, qui ne fera pas d'efforts (au nom du : nous sommes moins payés que dans le « privé »). Et s'il faut augmenter les impôts pour préserver le niveau de vie des fonctionnaires, qu'importe, on augmentera les impôts.

Bercy adore les ratiocinations verbeuses et pédantesques pour justifier sa politique. Mais il faut comprendre que, dans l'esprit de ses responsables, le raisonnement de base qui sous-tend toutes les lois de finances est simple : le contribuable paiera.

Ne comptez donc pas sur un effort responsable des hauts fonctionnaires français pour prendre leur part de solidarité. Ils comptent sur vous pour les remplacer sur le front !

Et ils se sont donné les moyens de leurs ambitions, puisque Bercy dispose même d'un logiciel qui analyse vos publications sur Facebook pour vérifier que vous ne passez pas vos vacances à Ibiza quand vous déclarez très peu de revenus...

Notez bien : les dettes ne seront jamais remboursées

rédigé par [Bruno Bertez](#) 3 juillet 2020

On passe de la gestion par les bulles à la bulle permanente – et cela change tout pour le système... y compris la manière dont les choses sont perçues dans la société en général.



Je dois vous avertir d'un changement important dans mon cadre analytique. J'intègre maintenant pleinement le fait que [les dettes qui se sont accumulées dans le système](#) :

- d’abord lentement jusqu’en 2008 ;
- puis en accéléré depuis 2009 ;
- et maintenant exponentiellement depuis la double crise financière de septembre 2019 et la crise sanitaire de mars 2020...

Ces dettes ne seront jamais remboursées.

Bien sûr, j’ai toujours pensé qu’il en serait ainsi, mais je ne l’ai pas intégré dans mes analyses pour la bonne raison que ce n’était pas devenu un thème public, une *common knowledge* – une connaissance commune, bagage de la société.

La *common knowledge* est un concept important en sciences sociales, il est peu étudié. Il y a des choses que tout le monde pressent – mais c’est une connaissance individuelle ; les gens pensent ceci ou cela mais ils n’ont pas conscience du fait que cette connaissance est partagée, que beaucoup de gens, voire tout le monde, pense ainsi.

Ils n’ont pas conscience du fait que cette connaissance est devenue « un fait social ». Cette connaissance ne produit donc pas d’effet social ; elle reste individuelle et inefficace.

Qui sait que nous savons ?

Ce qui est important en matière sociale, c’est que non seulement les gens sachent mais qu’en plus, ils sachent qu’ils ne sont pas les seuls, qu’ils sachent que tout le monde sait la même chose qu’eux.

La connaissance individuelle prend une nouvelle dimension d’une part et elle acquiert un pouvoir effectif d’autre part. Le fait que tout le monde sache que tout le monde sait est une étape déterminante.

Cette étape fait basculer les situations sociales car le débat s’instaure, les prises de conscience s’effectuent, les certitudes s’ancrent, les convictions s’installent : vous ne doutez plus de vous-même et de ce vous savez.

Quand vous savez et que ce que vous savez est une *common knowledge*, vous vous sentez plus fort, moins isolé, plus confiant et plus disposé à agir. Vous finissez par comprendre par exemple que les choses peuvent changer. La *common knowledge* unit les volontés alors que toute l’action des pouvoirs est de les désunir, de les fragmenter.

L’un des outils de domination des pouvoirs, c’est de vous faire douter de vous, de ce que vous pensez et de ce que vous savez. Lorsqu’une chose devient *common knowledge*, c’est fini : les pouvoirs perdent cet outil.

Les autorités ont cédé

Les dettes ne seront jamais remboursées ; c’est en train de devenir une *common knowledge*.

Depuis que Powell a cédé en 2018, qu’il a mis un genou à terre devant les marchés financiers, qu’il a stoppé la baisse des taux, qu’il a recréé de la monnaie afin de produire encore et toujours de la dette... les dés sont jetés : les dynasties, les hyper-élites, savent que c’est fini.

On passe de [la gestion par les bulles](#), par gonflement puis éclatement des bulles, à une autre gestion, celle de la bulle permanente, afin de ne plus jamais avoir à faire de retour en arrière.

En 2018, on a basculé afin de se donner les moyens de [faire croître les dettes à l'infini](#). En 2018, quand Powell a mangé son chapeau, il a signé la fin d'une expérience, il est entré dans le permanent – c'est-à-dire la dette perpétuelle, à sens unique : la croissance infinie.

Les dynasties, celles qui contrôlent le système, l'ont compris parce qu'elles voient très haut. Elles ne s'embarrassent pas de modèles mathématiques ou autres billevesées dans lesquelles s'empêtrent les roturiers. Les dynasties – et c'est cela leur point fort – voient le réel de très haut, elles vont à l'essentiel, à la lueur des expériences historiques familiales, transmises de générations en générations, je peux vous le dire d'expérience personnelle.

Ce sont elles qui m'ont appris à penser synthétiquement, à survoler. Leurs conversations sont simples mais elles vont à l'essentiel ; elles n'ont que faire des charabias et élucubrations des Draghi, Powell et autres Bernanke. Ou même de celles d'un non-dynastique parvenu comme Macron ! N'étant pas « dans la bouteille », c'est-à-dire prises dans la névrose sociale, elles voient clair et sont lucides.

Le savoir est rarement cantonné, cependant : il finit toujours par descendre, par glisser et se répandre, ne serait-ce qu'à l'occasion des dîners, des invitations où les dynasties confessent les détenteurs apparents du pouvoir. Et il y a des fuites. Les conseillers/larbins des princes finissent toujours par vouloir faire les malins, les initiés et ce faisant, ils divulguent.

Le Gai Savoir, comme aurait pu dire Nietzsche s'il s'était intéressé à la finance, le Gai Savoir finit par dégouliner, quitter les sommets pour irriguer puis inonder les vallées.

A suivre...

Éditorial: dévoiler le monde dans lequel vous vivez; le pouvoir de ce qui est caché, invisibilisé.

Bruno Bertez 3 juillet 2020

« Les systèmes humains ne durent et ne produisent leurs effets que tant qu'ils sont non-sus, non-conscients, non mis à jour. Ainsi l'exploitation des masses par les élites et les dynasties par le biais du régime monétaire ne sera pas éternelle, le Gai Savoir un jour se répandra ».

Le contrôle social utilise toutes les ressources disponibles, surtout lorsque l'ordre social inique est menacé.

L'une de ces ressources, c'est l'Illusion.

Les sociologues n'étudient pas assez cette utilisation de l'illusion comme outil de contrôle social. Visiblement, ils n'ont pas compris que les ressorts qui étaient utilisés par la classe religieuse pour assurer son pouvoir sur les masses avaient été récupérés et mis au goût du jour de la modernité. Les élites dominantes utilisent toute la panoplie que le monde religieux a mis à sa disposition. Ainsi, elles utilisent les illusions; elles utilisent la sacralisation, elles font tomber du ciel des vérités qu'elles prétendent universelles alors qu'elles ne sont que partisans.

Je reviendrai un jour sur toutes ces questions qui sont très importantes. Elles ont été abordées par exemple par Bataille qui fait comprendre très clairement et presque poétiquement comment une classe sociale s'octroie la part maudite, c'est à dire le surplus de la société. Mais ce sera pour un autre jour... Revenons-en à l'illusion.

Je suis un grand admirateur de David Copperfield: il voit grand. Il ne fait pas dans le petit truc médiocre sur une estrade, il trompe des villes entières. Il a compris que plus c'est gros, plus cela passe.

L'illusionniste trompe. Le fond consiste à faire croire qu'il est magicien. Tiens, tiens, cela vous met la puce à l'oreille, n'est-ce pas? Vous faites la relation avec le monde actuel où on vous parle quotidiennement d'argent magique.

David Copperfield ment. Il ment dans la mesure où il attire l'attention de son public sur un élément non signifiant, là où il se passe rien ou presque. Pendant ce temps, il réalise son tour de soi-disant prestidigitation précisément à un endroit où le public ne regarde pas.

Avec les illusionnistes, c'est toujours ailleurs que cela se passe!

Venons-en au présent.

Les classes dominantes ne dominent que parce qu'elles ont la maîtrise de la richesse. Tournez cela comme vous voulez dans votre tête, vous n'en sortirez pas; elles dominent parce qu'elles ont l'argent, les patrimoines, les moyens de payer et d'acheter tout, y compris les politiciens.

La fonction des politiciens est aussi de gérer l'argent et de faire en sorte qu'il soit dirigé/alloué au profit de leurs mandants. C'est de plus en plus évident et quand les pseudo critiques/rebellocrates du système vous parlent de libéralisme ou de néo libéralisme, -ils ne connaissent rien à ces catégories- en fait ils désignent ces systèmes où l'argent, le capital et le profit dominant et où la classe politique est au service, comme dirait Macron, du pognon.

La classe dirigeante a à sa disposition deux outils pour manipuler l'argent, collecter les flux, diriger les masses de ressources et faire des cadeaux.

Ces deux outils sont la fiscalité et la gestion monétaire.

Avant, dans le vieux temps, on disait que c'était les deux mamelles de la souveraineté.

La modernité a changé tout cela.

Le changement a consisté à déposséder la souveraineté de l'un de ses attributs, le monétaire, et de faire en sorte que les peuples regardent ailleurs. Ailleurs, c'est le chiffon rouge du grand guignol des assemblées élues où on vote, ailleurs c'est la fiscalité!

On a, d'une part, invisibilisé le monétaire, changé la nature de la monnaie pour en faire un instrument des-ancré du réel et du travail, et on l'a sacralisé en en confiant la garde et le monopole aux nouveaux grands prêtres, les banquiers centraux, avec leur clergé, les banques et leur paradis, les marchés financiers.

Comprenez bien; tout ce que l'on vous dit sur l'indépendance des banques centrales et autres billevesées, c'est pour vous tromper, ou plutôt il faut comprendre que cette fameuse indépendance, c'est l'indépendance à l'égard de vous, des peuples, des représentants des peuples, pas indépendance vis à vis des puissances dites d'argent!

Les banques centrales sont indépendantes de vous, elles sont dépendantes des ultra-riches et des dynasties par le truchement des marchés.

La dépendance des banques centrales s'articule autour du chantage au chaos dans les moments graves, mais aussi en continu dans les passerelles, les tourniquets et pantoufles qui régulent les échanges entre le public et le privé.

Les banques centrales sont dépendantes des marchés, elles leur obéissent et elles pilotent en fonction de ce qu'elles croient qu'il faut faire pour leur plaire ou satisfaire à leurs demandes. La relation des banques centrales et des marchés est dialectique, ils se tiennent par la barbichette. C'est un système.

C'est un système qui, à l'abri des rideaux de fumée de la technicité et des Mystères d'Eleusis, manipule l'opérateur essentiel du rapport entre les hommes et du rapport entre le présent et le futur: l'argent, sa quantité et son prix.

Ce système, indispensable en régime capitaliste, gère les paramètres clefs qui permettent la marche de l'économie, la réalisation du profit et la reproduction/accumulation du capital.

En pratique, on peut sans exagérer dire que les banques centrales permettent la reproduction de l'ordre social.

Et elles y mettent les moyens!

Le monétaire déplace des trillions, les sommes qu'il met en jeu croissent de façon exponentielle: en quelques semaines, on vient d'en créer une vingtaine dans le monde!

Les idiots inutiles de la pseudo-gauche des envieux nous « rengainent » avec la fiscalité. Ils n'ont pas compris que la fiscalité déplace des milliards tandis que la gestion scélérate de la monnaie déplace des centaines de milliards et maintenant des trillions.

La crise oblige les élites et leurs auxiliaires à dévoiler de façon caricaturale la réalité du système. La manne aux uns et les miettes aux masses. Par les excès actuels, la vérité du régime monétaire spoliateur et dissymétrique en faveur des riches se donne à voir.

Ainsi, Powell de la Fed est dos au mur, accusé de produire des inégalités scandaleuses au profit de wall Street et au détriment de Main Street.

Ce n'est qu'un aspect de la situation, mais c'est le plus visible. Les cadeaux à Wall Street ne sont que la pointe de l'iceberg de la collusion entre les classes dominantes et les banques centrales.

Déjà les illusionnistes sont obligés de se défendre et de mentir, c'est le début car, peu à peu, le caractère structurellement producteur d'inégalités des régimes monétaires actuels va apparaître au fil des débats.

La classe bourgeoise capitaliste se fissure car tous n'en bénéficient pas. Les spéculateurs profitent plus, beaucoup plus, que les producteurs.

L'économie américaine se zombifie

rédigé par [Bill Bonner](#) 3 juillet 2020

Des ménages aux entreprises, le gouvernement US est occupé à maintenir artificiellement la santé financière du pays... avec l'incompétence et la corruption qu'on peut attendre de lui.

Dès que le gouvernement est impliqué dans un projet, on peut en attendre corruption et incompétence.

Sans le besoin de satisfaire des clients, sans le souci du chiffre d'affaires et sans les inquiétudes concernant créanciers et faillite, les autorités peuvent [rémunérer leurs amis](#), punir leurs ennemis, gaspiller des ressources et persister dans des politiques qui ne fonctionnent pas.

Mais avec leur récente mainmise sur l'ensemble de l'économie US, même nous avons été surpris.



Politiques zombies

Pour vous broser l'ensemble du tableau : les autorités – fédérales et locales – visaient à étouffer l'épidémie de Covid-19 [en verrouillant l'économie](#). Mais les Etats-Unis enregistrent record sur record en matière de nouveaux cas.

Par ailleurs, selon la presse, les infections sont de plus en plus répandues chez les jeunes. Les tests révèlent aussi que le virus est, ou était, plus répandu qu'on le pensait.

Mais tomber malade ne signifie pas mourir. Par ailleurs, ce n'est pas forcément une mauvaise chose. Si on est dans l'incapacité d'arrêter une maladie, mieux vaut que les personnes saines l'attrapent, tandis que les personnes à risque restent à l'abri. Ainsi, à mesure que les anticorps se propagent, le virus trouve moins de victimes qui peuvent le véhiculer.

Les statistiques en provenance d'Europe indiquent que près de 80% des décès liés au Covid-19 sont des personnes âgées de plus de 75 ans. Aux Etats-Unis – qui comptent plus de jeunes obèses – le mort moyen du Covid-19 a 78 ans.

Mais pendant que le coronavirus fait rage dans les maisons de retraite, les Etats ferment les plages. Dans le *Miami Herald* :

« Vendredi, Miami-Dade a annoncé la fermeture des plages, parcs, fêtes, défilés et autres formes de célébrations usuelles pour [la fête nationale] pouvant rassembler plus de 50 personnes. »

De l'argent mort

A présent, si la stratégie du confinement n'a pas eu raison du virus aux Etats-Unis, elle a réussi à [aplatir l'économie](#). Aux Etats-Unis, 47 millions de personnes se sont inscrites au chômage lorsque leur emploi a été supprimé. On prévoit qu'un million d'entreprises rendront l'âme – de manière permanente.

Dans le monde, jusqu'à 5 000 Mds\$ de PIB sont partis fumer les mauves par la racine.

Cela a ouvert les portes à une corruption et une incompétence d'une ampleur sans précédent aux Etats-Unis.

USA Today rapporte que...

« Plus d'un million de personnes décédées ont reçu des chèques de soutien du gouvernement fédéral, dans le cadre d'une nouvelle loi fédérale destinée à relancer l'économie durant la pandémie de coronavirus, rapportait une agence de surveillance jeudi. »

Nous nous rappelons que durant la bulle des prêts immobiliers de 2005-2007, on pouvait obtenir un prêt immobilier dès lors que l'on « pouvait souffler de la buée sur un miroir ».

Avec le krach de 2020, même pas besoin de respirer pour toucher [1 200 \\$ d'argent gratuit](#) de la part des autorités. Le fisc américain a lui-même reconnu qu'il savait qu'il envoyait des chèques à des morts – en imprimant la mention « DECD » sur le chèque lui-même.

Ça, une « relance » ? L'idée est peut-être que les 1 200 \$ seront si efficaces qu'ils rendront les morts à la vie. Un miracle, à n'en pas douter.

Les entreprises aussi sont zombies

En plus d'être excessivement généreux, cela a soulevé des questions. Qu'est-ce que les fantômes allaient acheter ? Les cadavres feraient-ils leurs courses en ligne pour éviter d'effrayer les caissières du supermarché du coin ?

Et est-ce que pas un seul des 74 454 employés du fisc n'a eu le bon sens de se demander ce que diable ils étaient en train de faire ?

Non seulement les autorités – avec bonne grâce et humour (et l'argent des autres) – refilent le butin à ceux qui n'ont plus de pouls... elles arrosent également [des entreprises mortes](#)... insufflant l'oxygène de l'argent gratuit (c'est-à-dire de la dette) dans des poumons parcheminés.

Suite à la crise de 2008-2009, la dette des entreprises US a augmenté, passant de 10 000 Mds\$ à près de 17 000 Mds\$ grâce aux politiques d'argent facile de la Fed. Cela a bien entendu laissé les entreprises avec de graves comorbidités (trop de dette)... à la veille de ce qui se présentait déjà comme le pire retournement depuis la Grande dépression.

A suivre...